



MASTER 120 EN ÉTUDES EUROPÉENNES
ANNÉE ACADÉMIQUE 2021-2022

Austérité et populisme en Europe

L'essor des partis anti-
système de droite radicale en
Hongrie, Pologne et Italie
depuis 2008

Mémoire Article réalisé par Constance Rossi

Sous la supervision de Clément Fontan

Lecteur: Denis Duez

Déclaration de déontologie

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Remerciements

Ce Mémoire est le fruit de deux années de travail intenses et chamboulées par le contexte inédit de la pandémie de Covid-19.

Il représente l'achèvement de mon parcours académique, que j'ai débuté en Suisse à l'Université de Genève et poursuivi ici en Belgique, à l'Université catholique de Louvain, avec un petit détour par Sciences Po Paris. Il concrétise cinq années d'études universitaires, riches en expériences et en rencontres, qui m'auront façonnées.

Rédiger ce travail fut long et parfois laborieux, mais j'ai eu la chance d'être entourée de plusieurs personnes que je tiens à remercier.

Tout d'abord, je remercie mon promoteur Clément Fontan, qui fut aussi mon professeur durant mes deux années de Master en Études Européennes, et qui aura marqué mon parcours universitaire. Je n'aurais pas pu imaginer un meilleur encadrement, et pour cela, je lui en suis éternellement reconnaissante.

Je remercie ensuite ma famille. Premièrement, mes parents, pour leur soutien sans faille depuis le début de mes études. Merci à vous, qui m'avez encouragée, réconfortée et motivée alors que 800 kilomètres nous séparaient. Merci à mon frère Tristan et à son conjoint Jean-Victor. Mention spéciale à ma sœur Sibylle, que je peux désormais appeler Docteure Rossi, pour avoir été un exemple de détermination, de travail acharné et d'excellence académique.

Je remercie également mes amis, d'ici et d'ailleurs. Merci à Laura Abidi pour son soutien inconditionnel qui m'aura permis de surmonter toutes les épreuves endurées cette année. Merci à Magdelaine Vicente, Célia Sulejmani, et Alexis Cugnier pour leur bonne humeur constante.

Merci à Sébastien de Decker pour son soutien et son affection tout au long du quadrimestre, et pour sa compagnie en bibliothèque durant l'écriture estivale de ce Mémoire.

Je remercie l'Université catholique de Louvain pour m'avoir donnée la chance de réaliser ce Master qui ouvrira, je l'espère, de nombreuses portes au sein de la capitale de l'Europe. Je la remercie enfin de m'avoir permis de vivre en Belgique, devenue mon pays d'adoption et mon nouveau chez-moi, bien loin de la Haute-Savoie qui m'a vue grandir.

Table des matières

DECLARATION DE DEONTOLOGIE.....	1
REMERCIEMENTS.....	2
INTRODUCTION	4
1. CONTEXTE.....	4
2. HYPOTHESE.....	7
3. DESIGN DE RECHERCHE.....	8
3.1. <i>Introduction</i>	8
3.2. <i>Cadre et échantillon</i>	8
3.3. <i>Procédure</i>	9
CHAPITRE I - TYPOLOGIE DE LA DROITE RADICALE EN EUROPE	10
1. DEFINITION : TENDANCES INEGALITAIRES ET AUTORITAIRES	10
2. ÉVOLUTION DE LA DROITE RADICALE DE 1945 A 2008	11
2.1. <i>La droite radicale d'après-guerre (1945-2000)</i>	11
2.2. <i>La droite radicale depuis 2000, entre attitude mainstream et anti-système</i>	12
3. ÉMERGENCE DE LA DROITE RADICALE ANTI-SYSTEME EN EUROPE.....	14
3.1. <i>Une explication culturelle : le peuple, l'élite et "l'autre"</i>	14
3.2. <i>Une explication économique : le néolibéralisme à l'épreuve de la crise de 2008</i>	17
3.3. <i>La droite radicale anti-système et le phénomène de polycrisis</i>	19
CHAPITRE II - LE CAS DU TRIO DE BUDAPEST	23
1. CONTEXTE HISTORIQUE, CONSTRUCTION IDEOLOGIQUE ET ACCES AU POUVOIR	23
1.1. <i>Le Fidesz</i>	23
1.2. <i>Droit et Justice (PiS)</i>	25
1.3. <i>La Ligue</i>	26
2. EXPLIQUER LA DROITE RADICALE ANTI-SYSTEME EN HONGRIE, POLOGNE ET ITALIE DEPUIS 2008.....	26
2.1. <i>Nativisme, xénophobie et sécurité de l'État</i>	26
2.2. <i>La nation face aux élites</i>	29
2.3. <i>Austérité et ingérence européenne en Hongrie et en Italie</i>	30
2.4. <i>L'exception polonaise</i>	33
3. RESUME : UNE EXPLICATION CULTURELLE OU ECONOMIQUE ?	35
CONCLUSION.....	37
BIBLIOGRAPHIE.....	40
OUVRAGES.....	40
ARTICLES SCIENTIFIQUES.....	40
CONTRIBUTIONS DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS.....	44
COMMUNICATIONS, TRAVAUX DE RECHERCHE	44
PUBLICATIONS OFFICIELLES	44
REFERENCES INTERNET.....	45

Introduction

1. Contexte

Début Mars 2021, Viktor Orbán, premier ministre hongrois, et son parti Fidesz rompaient de manière définitive avec le Parti populaire européen (PPE). Se définissant comme de centre-droit, il est le plus grand et le plus ancien groupe du Parlement européen et réunit les partis de la droite modérée en Europe (Calderon 2021). Par cette rupture, Orbán démontre son intention de fonder une alliance de la droite radicale aux côtés du premier ministre polonais Mateusz Morawiecki et du dirigeant de la Ligue en Italie, Matteo Salvini. Partageant tous les trois des idéologies proches, le « trio de Budapest » souhaitait créer une famille politique européenne de la droite radicale et un groupe politique au Parlement européen d'ici fin 2021. Si le projet peine encore à se concrétiser, seize partis européens d'extrême droite, issus des groupes « Identité et Démocratie » et « Conservateurs et réformistes européens » ont publié une « déclaration commune » en Juillet de la même année. De plus, Viktor Orbán qui s'est toujours distancié du Rassemblement National, tous comme les polonais de PiS (Droit et Justice), a rencontré Marine Le Pen fin octobre 2021 (Le Soir 2021). Début novembre, Orbán, Morawiecki et Salvini se sont réunis début novembre afin de poursuivre les discussions sur une possible coopération entre les familles européennes de la Ligue et de PiS, respectivement les groupes Identité et Démocratie et Conservateurs et Réformistes Européens.

Le Fidesz, Droit et Justice, et la Ligue représentent des partis anti-système de droite radicale, connaissant un essor considérable ces dernières années dans certains États-membres de l'Union européenne (UE). Bien que poursuivant des idéologies très conservatrices et peu tolérantes, les partis anti-système diffèrent de l'extrême droite traditionnelle dans la mesure où ils trouvent leur origine au sein des institutions démocratiques et non pas en dehors du cadre traditionnel. Ces partis se caractérisent, comme l'indique leur nom, par une attitude « anti-système », au sens de Lipset et Rokkan (Balzacq et al. 2014, 190), en protestant contre le « consensus au centre » - entre le centre-droit et le centre-gauche - autour de l'idée qu'il n'y a pas d'alternative à l'organisation néolibérale" (Bugarcic 2019, 396). Ils s'appuient généralement sur des discours très critiques envers « l'establishment », regroupant les dirigeants politiques des partis *mainstream*, les représentants de groupes d'intérêts et les milieux intellectuels (Balzacq et al. 2014, 190). Leur idéologie repose principalement sur la séparation de la société en deux groupes homogènes : le peuple « pur », « de souche » et l'élite corrompue.

À partir du début des années 2000, une forte croissance de ces partis s'observe en termes de performance électorale, dans tous les types d'élections. En effet, Andrzej Duda, élu Président de la République en Pologne en 2015 se voit être réélu en 2020. Au niveau de la Diète¹, le parti Droit et Justice se voit attribuer 157 sièges en 2011, puis 235 en 2015 et 2019, contre 44 en 2001. PiS enregistre des performances en hausse également au niveau du Parlement européen (PE), puisqu'il a vu son nombre de sièges attribués quadrupler entre 2004 et 2019. Il est aujourd'hui le parti polonais possédant le plus de sièges au PE.

En Pologne, le Fidesz connaît également une forte croissance de sa performance électorale et enregistre une performance record lors des élections législatives de 2010, en obtenant près de 60% des sièges. Durant les élections européennes, et ce depuis 2004, le parti obtient toujours plus de la majorité des sièges.

Concernant la Ligue, le parti italien devient le troisième parti au parlement en 2008 et se classe troisième lors des élections européennes de 2009, puis quatrième en 2014 et premier en 2019 avec un nombre de sièges record comparé aux élections précédentes (29, contre une moyenne de 5 sièges pour les années précédentes).

L'essor des partis anti-système en Europe, et notamment en Hongrie, en Pologne et en Italie se manifeste dans le cadre de l'état de crise que connaît l'Union européenne depuis la crise financière de 2008, la crise de l'Eurozone de 2010, et la crise des réfugiés de 2015. Ce phénomène de *polycrisis* a entraîné une consolidation des régimes populistes à travers l'Europe, et a permis à certains partis de cadrer leurs discours sur le « démon de Bruxelles » et la corruption des élites européennes. Comme le précise Attila Ágh (2017, 8), on observe en Europe une érosion de l'identité européenne depuis mi-2010, liée à une crise identitaire sociale, culturelle et nationale. La division entre les élites et les citoyens européens, opérée par les partis anti-système de droite radicale, a mis en évidence le divorce entre l'UE démocratique et l'UE technocratique, dont l'intervention lors de la crise financière de 2008 fut douloureuse pour certains États-membres. En Hongrie, les mesures d'austérité furent drastiques dans la mesure où le plan annoncé en octobre 2012 par Matolcsy György, premier ministre de l'économie nationale à cette époque, a fortement impacté et appauvri la population hongroise dont le taux de chômage s'élevait à 10,4% en août 2012. Outre la hausse de taxes sur les banques et les transactions financières, le plan de György prévoyait une baisse des cotisations sociales

¹ La Diète de Pologne est le parlement polonais. Elle exerce le pouvoir législatif, vote le budget conjointement avec le Sénat, et contrôle l'action du gouvernement.

patronales, des allocations sociales, de la durée d'indemnisation du chômage, et la mise en place d'une « *flat tax*² » à 16%.

Adopté le 25 mai 2010 par le gouvernement Berlusconi, le plan d'austérité italien a instauré des mesures permettant d'atteindre 25 milliards d'euros d'économies et de ramener le déficit public italien sous la barre des 3% d'ici 2012. Pour ce faire, le plan prévoyait des gels de salaires pour les fonctionnaires, des réductions budgétaires au sein des ministères, la lutte contre l'évasion fiscale et une diminution des transferts financiers aux collectivités locales.

Contrairement à l'Italie et à la Hongrie, la Pologne a évité l'instauration de mesures d'austérité comme celles appliquées dans les États-membres d'Europe du Sud et d'Europe centrale. En effet, le pays est le seul État membre de l'UE à ne pas avoir connu de récession depuis le début de la crise financière. L'augmentation des dépenses publiques, notamment par le biais d'une hausse des investissements publics, a permis à la société polonaise d'échapper à certains effets de la crise (Rae 2012, 1).

Outre l'impact économique de ces mesures, l'austérité a eu un impact social considérable sur les citoyens européens, qui s'illustre par les manifestations anti-austérité survenues dans certains pays européens. Privatisation néolibérale de l'espace public, exclusion et marginalisation sociale furent la conséquence directe de l'austérité fiscale post-2008 (Hayes 2019, 29).

Non seulement l'austérité a impacté les citoyens aux niveaux économique et social en Hongrie et en Italie, mais leur vision de l'UE et des institutions européennes fut profondément chamboulée puisque les mesures qui leur ont été imposées furent supervisées par des acteurs perçus comme peu légitimes (Hayes 2019, 28). De plus, bien que la Pologne fut épargnée des politiques d'austérité et de l'intervention de certains acteurs supranationaux, la droite radicale anti-système semble prendre racine au niveau national.

Ainsi, nous en arrivons à la problématique suivante :

« Dans quelle mesure la gestion de l'état de crise par les institutions européennes, et plus particulièrement la gestion de la crise financière de 2008, a-t-elle favorisé l'émergence des partis anti-système de droite radicale en Hongrie, en Pologne et en Italie ? »

² Une *flat tax*, « impôt à taux unique » en français, correspond à un système imposant tous les membres d'un groupe au même taux. Ainsi, en Hongrie, tous les particuliers sont soumis à un taux d'imposition de 16%.

2. Hypothèse

Puisque l'idéologie des partis anti-système de droite radicale se base principalement sur une critique du néolibéralisme et des politiques traditionnelles,

Le succès des partis anti-système de droite radicale en Hongrie, Pologne et Italie après 2008 s'explique par leur capacité à (i) cadrer la nature de l'état de crise dans l'Union européenne, et (ii) à capter les électeurs en recherche d'alternative aux politiques traditionnelles perçues comme incapables de répondre à un choc économique.

La crise financière mondiale de 2008 a mené à une expansion des pouvoirs discrétionnaires des banques centrales du monde entier. En raison de leur indépendance politique, elles se sont retrouvées dans la ligne de mire des politiciens et du public (Jones & Matthijs, 2019). Plus particulièrement en Europe, la Banque centrale européenne (BCE) a été perçue de manière négative par le public quant à la légitimité de ses interventions aux côtés de la Commission européenne et du Fonds Monétaire International (la Troïka).

De plus, la gestion de la crise financière de 2008 et la mise en place de mesures d'austérité a accentué le sentiment de marginalisation sociale d'une certaine partie de la population qui ne trouve désormais plus son compte dans les politiques traditionnelles. Comme le mentionnent Salvatore Lattanzio et Alexandru Savu (2022, 12), le soutien pour les partis anti-système de droite radicale peut être interprété comme un signal de protestation contre les partis traditionnels, qui sont accusés des dysfonctionnements économiques existants.

Ainsi, puisque la stratégie des partis anti-système est de trouver la « formule gagnante » (Swyngedouw and Depickere 1999, 188), ces derniers devraient centrer leurs discours sur les élites européennes, notamment la Troïka, en s'appuyant sur des arguments eurosceptiques.

3. Design de recherche

3.1. Introduction

Pour répondre à notre problématique et à notre hypothèse de travail, nous nous baserons sur le concept de « post-démocratie » développée par Colin Crouch (2003, 2020) dont l'argument est le suivant: nous n'observons pas une fragilisation de la démocratie, dans la mesure où ses institutions et coutumes demeurent, mais un changement du système politique qui est passé entre les mains de petites élites de politiciens et de grandes entreprises, qui veillent de plus en plus à ce que la politique réponde à leurs souhaits (Crouch 2020, 3). En d'autres termes, une société post-démocratique est une société qui continue à avoir et à utiliser toutes les institutions de la démocratie, mais dans laquelle elles deviennent de plus en plus une coquille formelle. L'énergie et la volonté d'innovation passent de l'arène démocratique aux petits cercles d'une élite politico-économique (Crouch 2003).

La post-démocratie s'appuie sur deux causes principales : la mondialisation de l'économie, et le déclin des identités sociales de classe et de religion qui ont formé les loyautés pour les partis politiques dans la démocratie du vingtième siècle. Elles entraînent les deux conséquences suivantes : (i) la domination d'une élite néolibérale éloignée des préférences politiques des citoyens ; et (ii) la politisation de la « nostalgie pessimiste » par les partis anti-système de droite radicale. Il est intéressant d'utiliser le concept de post-démocratie dans l'analyse de l'état de crise en Europe, et notamment dans le contexte de la crise financière de 2008 puisque, comme le souligne Colin Crouch (2016, 71), la réponse qui lui a été apporté illustre parfaitement le fonctionnement des régimes politiques post-démocratiques. En effet, en offrant un traitement privilégié aux banques dans la mise en place des plans de sauvetage et en instaurant des coupes budgétaires, la gestion de la crise a mené à une réduction de manière permanente de la portée des États-providences et à une extension des prérogatives de certains acteurs politiques, comme la Troïka en Europe.

3.2. Cadre et échantillon

Dans le cadre de ce travail, nous avons sélectionné trois cas d'étude : le Fidesz en Hongrie, Droit et Justice (PiS) en Pologne, et la Ligue en Italie. Il est intéressant de travailler sur ces trois partis politiques dans la mesure où ils forment le « trio de Budapest » et se sont réunis sur la scène européenne dans le but de créer leur propre famille politique européenne. Puisque qu'ils

partagent une idéologie proche et enregistrent de bons résultats électoraux depuis 2008, il est pertinent d'utiliser ces cas pour répondre à notre problématique et notre hypothèse.

De plus, cela nous permet de contraster notre propos et les résultats que nous obtiendrons à l'issue de cette analyse, dans la mesure où la Hongrie, la Pologne et l'Italie ont des situations distinctes. En effet, nous évaluerons notre hypothèse dans (i) un pays hors de la zone Euro mais qui a subi une politique d'austérité (la Hongrie), dans (ii) un pays hors de la zone Euro et qui n'a pas subi d'austérité (la Pologne), et finalement dans (iii) un pays de l'Eurozone ayant mis en place une politique d'austérité (l'Italie).

3.3. Procédure

Pour répondre à notre problématique et à notre hypothèse, nous procéderons en deux étapes.

Dans un premier chapitre, nous verrons l'évolution de la droite radicale en Europe, les facteurs culturels et économiques à l'origine de son émergence, ainsi que le contexte de *polycrisis* dans lequel elle s'inscrit. Cette typologie permettra de définir la droite radicale, et notamment les partis anti-système de droite radicale, ainsi que de donner une vision d'ensemble de son évolution depuis l'après-guerre. Nous montrerons que la littérature accorde deux explications à l'arrivée au pouvoir de ces partis. Premièrement, un groupe d'auteurs se base sur les facteurs culturels ou non-économiques, tels que l'immigration et l'intégration, la sécurité individuelle et collective, la corruption des élites, la politique étrangère et les relations internationales. Deuxièmement, la littérature existante met en lumière le rôle croissant de facteurs économiques comme le libéralisme de marché (ou néolibéralisme), l'indépendance des banques centrales, et les crises économiques et financières comme la crise de 2008 et la crise de la zone Euro.

Dans un second chapitre, nous appliquerons l'explication des facteurs culturels et économiques à nos cas d'étude : le Fidesz en Hongrie, Droit et Justice en Pologne et la Ligue en Italie. Cette partie aura premièrement pour but de donner une vision d'ensemble de la littérature existante sur les explications culturelles de l'émergence de ces trois partis au niveau national. Deuxièmement, elle permettra de mettre en lumière la littérature émergente sur le lien entre des facteurs davantage économiques, notamment l'austérité, et la popularité des partis anti-système de droite radicale en Hongrie, en Pologne et en Italie, dans le contexte de *polycrisis*.

Chapitre I - Typologie de la droite radicale en Europe

1. Définition : tendances inégalitaires et autoritaires

L'idéologie de la droite radicale prétend que les inégalités sont naturelles et ne relèvent pas de l'État, et que certains groupes et individus sont supérieurs aux autres et devraient donc avoir plus de pouvoir (Mudde 2019, 25).

Selon Bobbio (1996), les partis de droite radicale se caractérisent par “un projet de société extrêmement inégalitaire, radicalement à droite du point de vue du critère de l'égalité”, ou par “un régime politique autoritaire pour réaliser ce projet de société radical de droite” (in Balzacq et al. 2014, 186). D'après Balzacq et al. (2014), la droite radicale occidentale d'aujourd'hui ne prétend plus instaurer des régimes autoritaires mais perpétuent des rapports inégalitaires entre les personnes, basés sur leur origine nationale, c'est-à-dire qu'elle favorise les citoyens autochtones, « de souche » aux citoyens étrangers. Appelée « nativisme », cette idéologie clé de la droite radicale combine nationalisme et xénophobie: « It is an ideology that holds that states should be inhabited exclusively by members of the native group (the nation) and that non-native (or “alien”) elements, whether persons or ideas, are fundamentally threatening to the homogeneous nation-state. » (Mudde 2019, 27). De plus, elle prétend déboucher sur une « ethnocratie », c'est-à-dire une démocratie au sein de laquelle la citoyenneté est basée sur l'ethnicité. Les partis de droite radicale « apparaissent comme des ‘partis identitaires’, dévolus principalement à la défense des intérêts et modes de vie des populations ‘de souche’... » (Balzacq et al. 2014, 186).

Les partis populistes de droite, ou partis anti-système de droite radicale³, peuvent être définis comme une idéologie considérant que la société est finalement séparée en deux groupes homogènes et antagonistes, le peuple pur et l'élite corrompue, et qui soutient que la politique doit être l'expression de la volonté générale du peuple (Mudde 2019, 30). De plus, les populistes affirment que les partis traditionnels travaillent ensemble pour empêcher le peuple, dont les populistes sont la voix, d'accéder au pouvoir (Mudde 2019, 30). Le populisme tend à minorer toute médiation entre l'opinion populaire et l'action du pouvoir politique et “entend ainsi limiter au maximum l'espace intermédiaire entre la décision publique et l'opinion des citoyens” (Balzacq et al. 2014, 190). Enfin, le populisme invoque les droits du peuple pour utiliser le

³ “Most contemporary anti-system parties can be considered populist because, like the early populist movements of the late nineteenth century in North America and Europe, they express a powerful sense of opposition to an establishment that remained entrenched and a belief that democratic politics needed to be conducted differently and closer to the people” (Hopkin 2021, 6).

pouvoir de l'État afin de protéger la population en tant que collectivité, plutôt que pour garantir les droits des individus (Hopkin 2021, 7).

2. Évolution de la droite radicale de 1945 à 2008

2.1. La droite radicale d'après-guerre (1945-2000)

Après la défaite du fascisme en Europe, la droite radicale a été presque universellement rejetée, et dans certains pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas, le nationalisme a été perçu négativement (Mudde 2019, 12). Appelés 'néo-fascistes', le groupe d'acteurs de la droite radicale ayant survécu en Europe travaillait principalement en marge de la société (Mudde 2019, 12) tout en demeurant loyal à l'ancienne idéologie de la droite. Alors que certains pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas bannissent les partis néo-fascistes, le mouvement italien *Mussolini Sei Immortale* (MSI) accède au parlement en 1948 et y demeure jusqu'en 1995.

À partir de 1955, l'Europe voit naître la droite radicale populiste, s'opposant aux élites d'après-guerre. Ces partis, notamment le *National Agricultural Party* en Irlande et le *Common Man's Front* en Italie, se révoltent dans un premier temps contre les conditions de vie post-Seconde guerre mondiale, notamment la marginalisation des périphéries rurales et le développement de l'État-providence. Le mouvement principal, situé en France et appelé « Poujadisme », inclut plusieurs caractéristiques du fascisme, y compris une forte concentration sur le leader et un fort antiparlementarisme, sans être ouvertement anti-démocratique (Mudde 2019, 14). Comptant près de 400 000 membres en 1955 et obtenant 52 sièges aux élections de 1956, le mouvement disparaît du paysage politique français avec l'établissement de la Cinquième République par Charles de Gaulle en 1958, mais laisse un héritage important. Cela s'illustre notamment par l'élection de Jean-Marie Le Pen en 1956, qui devient alors le plus jeune parlementaire de l'histoire française de l'après-guerre (Mudde 2019, 15).

D'autres pays européens voient naître des partis populistes ruraux, notamment aux Pays-Bas (*the Farmer's Party*), et au Danemark (*the Progress Party*). En Allemagne et en Suisse, on retrouve des partis hybrides, combinant des idées de l'ancienne extrême-droite fasciste et de la nouvelle droite radicale.

Dès les années 1980, l'Europe occidentale connaît une première vague de politiques de droite radicale. Alimentée par le chômage et « l'immigration de masse », les partis d'extrême droite

accèdent aux parlements nationaux en Belgique (le *Flemish Bloc (VB)* et le *Dutch Center Party*), en France (le Front National (FN)), en Allemagne (*The Republicans in Germany*), en Suède (*the Sweden Democrats (SD)*), en Autriche (*the FPÖ*), ou encore en Suisse (*Swiss People's Party*). À partir des années 1990, plusieurs partis populistes de droite radicale ont commencé à s'implanter dans les systèmes politiques nationaux (Mudde 2019, 18), tels que le FN, la LN et le VB, mais ne parviennent pas à s'organiser au niveau transnational.

2.2. La droite radicale depuis 2000, entre attitude *mainstream* et anti-système

Les partis de droite radicale de la quatrième vague se caractérisent selon Mudde (2019, 20) par un « *mainstreaming of the far right* ».

Alors que depuis 1945, la droite radicale était largement hors du cadre des partis et des politiciens traditionnels, elle devient désormais *koalitionsfähig*⁴ par les partis de droite *mainstream*, et parfois de gauche (Mudde 2019, 20). De plus, les partis de la quatrième vague se caractérisent par une grande hétérogénéité : « the most important are transformed conservative parties, such as the Alliance of Young Democrats-Hungarian Civic Alliance (Fidesz) and Law and Justice (PiS) in Poland » (Mudde 2019, 21). Un autre groupe de partis de cette nouvelle droite radicale sont devenus des partenaires dans des gouvernements de coalition avec des partis *mainstream*. C'est le cas du *FPÖ* en Autriche, de la *National Union Attack* en Bulgarie, du *Popular Orthodox Rally* en Grèce et de la *Lega Nord* en Italie. Finalement, certains de ces partis ont émergé en soutenant des gouvernements minoritaires de partis n'appartenant pas à l'extrême droite, en obtenant généralement en contrepartie une politique d'immigration plus stricte (Mudde 2019, 22). C'est le cas du *Dansk Folkeparti (DF)* au Danemark et du *Party for Freedom (PVV)* aux Pays-Bas.

Pour Cas Mudde (2019, 22-23), ces partis sont alimentés par un discours nativiste, autoritaire et populiste, appuyé par des arguments eurosceptiques, islamophobes et en opposition au « politiquement correct ». De plus, ils ont créé des frontières de plus en plus floues entre la droite radicale et la droite *mainstream*.

Certains auteurs ne voient cependant pas la droite radicale devenir *mainstream* mais au contraire s'orienter vers une attitude anti-système. Développé par Giovanni Sartori dans les années 1960, le terme anti-système décrit les partis politiques qui ont exprimé leur opposition

⁴ Acceptable pour les coalitions.

à l'ordre politique démocratique libéral dans les démocraties occidentales (in Hopkin 2021, 4) et des partis représentant la principale alternative à la démocratie et au système de marché. Zulianello (2017, 657) définit les partis anti-système selon deux caractéristiques : (i) leur orientation idéologique se traduit par une opposition contre le pouvoir en place et par la remise en question des méta politiques établies ; et (ii) ils ne prennent pas part à des interactions coopératives au niveau systémique et favorisent un retour aux marges du système de partis par le biais d'un processus de désengagement radical. De plus, un parti politique est qualifié d'anti-système lorsqu'il présente une double image d'externalité par rapport au système : en termes de concepts idéologiques et d'interactions directes et indirectes visibles avec le système lui-même (Zulianello 2017, 668). La typologie de Zulianello offre une conceptualisation des partis anti-système plus précise que les conceptualisations classiques de Capocchia (2002) et Sartori (1966, 1976, 1982) puisqu'elle souligne les deux dimensions principales pour les acteurs politiques : l'idéologie centrale et les interactions visibles au niveau systémique. De plus, comme le souligne Hopkin (2021, 5), la politique anti-système contemporaine ne doit pas être définie en termes d'opposition à la démocratie libérale en tant que telle, dans la mesure où certains partis anti-système en Europe s'alignent très clairement sur des valeurs démocratiques progressistes (Hopkin 2021, 6).

Selon Balzacq et al. (2014, 189), l'émergence des partis anti-système de droite radicale réside « en une réaction d'une partie de la société non pas à l'égard des 'élites bâtisseuses de l'État-Nation', comme dans les autres clivages, mais à l'encontre des 'réseaux montants des nouvelles élites' issues des mobilisations sociales opérées à partir des quatre clivages historiques⁵ ». Ces partis regroupent les petites classes moyennes traditionnelles prises d'un sentiment de déclassement et d'abandon social et présentent une caractéristique commune « (ultra-)nationaliste » (Balzacq et al. 2014, 189). De plus, « ce sentiment d'être des 'laissés pour compte du système' aurait conduit cette frange de la population délaissée par le politique à s'opposer frontalement aux élites politiques traditionnelles et, par ce biais, aux autres catégories sociales considérées comme tirant parti du système » (Balzacq et al. 2014, 191).

Bien que le clivage à la source de ces partis n'ait pas été démontré, Lipset et Rokkan tendent à placer les partis anti-système sur le pôle « centre » du clivage « centre/périphérie ». En effet, « ils veulent s'approprier le « centre », pour imposer leur propre conception du système » (Balzacq et al. 2014, 189). Pour Bugaric (2019, 396), « they protest against the 'consensus at

⁵ Les quatre clivages historiques sont Église/État, centre/périphérie, rural/urbain, et capital/travail.

the center' - between the center-right and center-left – around the idea that there is no alternative to neo-liberal organization ».

Enfin, Lipset et Rokkan (2008, 50) caractérisent les partis anti-système de droite radicale comme des partis acceptant la nation, constituée historiquement, et sa culture et la vénérant, tout en rejetant le système de prise de décision et de contrôle développé à travers le processus de mobilisation et de négociation démocratique. Selon les deux auteurs, leur but n'est pas seulement d'obtenir la reconnaissance d'une série d'intérêts à l'intérieur du système, mais de le remplacer par des procédures de répartition plus autoritaires (in Balzacq et al. 2014, 189). Selon Hopkin, les partis anti-système de droite radicale exigent tous des changements fondamentaux du système politique et économique actuel (Hopkin 2021, 6).

3. Émergence de la droite radicale anti-système en Europe

3.1. Une explication culturelle : le peuple, l'élite et "l'autre"

L'idéologie des partis anti-système de droite radicale repose sur ces principaux thèmes : l'immigration et l'intégration, la sécurité individuelle et collective, la corruption des élites, la politique étrangère et les relations internationales.

L'immigration et la sécurité, très présentes dans le narratif des partis anti-système de droite radicale, notamment en Europe et aux États-Unis, sont intrinsèquement liées. L'idée est que « l'immigration de masse » constitue une menace pour la nation et l'État. Comme le précise Mudde (2019, 32) les groupes de droite radicale sont préoccupés par la race, affirmant que les pays occidentaux sont confrontés à un « génocide blanc » en raison de l'immigration « massive » et du multiculturalisme soutenu par l'État. L'immigration est généralement liée à des facteurs domestiques tels que la concurrence économique, le chômage, la taille de l'État-providence et le statut juridique des migrants qui détermine leur droit à l'aide sociale (Shehaj et al. 2019, 283). Ces facteurs donnent lieu à des préjugés économiques et à un sentiment d'insécurité, ce qui engendre des attitudes négatives envers les migrants, en particulier lorsque les interactions sociales entre les immigrants et les citoyens natifs sont limitées (Valdez 2014 in Shehaj et al. 2019, 283). De plus, la crise des réfugiés de 2015 et la vague d'attaques terroristes en Europe, notamment en France, en Belgique et en Allemagne ont poussé les électeurs craignant des migrations « massives » et des changements sociaux rapides dans les mains des partis populistes de droite radicale (Hopkin 2021, 11), phénomène décrit comme un

cultural backlash par Norris et Inglehart. Les inquiétudes liées à l'immigration s'expliquent aussi par la mondialisation, qui a entraîné des changements sociétaux radicaux.

Comme le montrent Betz (1994) et Kitschelt (1995), le succès électoral de la droite radicale anti-système s'explique aussi par une insécurité économique et une anxiété culturelle, notamment parmi les citoyens désavantagés par la modernisation : les perdants de la mondialisation. Cet argument se retrouve dans les travaux de Pippa Norris et Ronald Inglehart (2019), dont l'argument est que « les sociétés passent de valeurs conservatrices à des valeurs plus libérales au fil du temps, et que cette tendance crée un conflit entre les défenseurs des valeurs matérialistes, d'une part, et les champions de vues plus libérales ou libertaires, d'autre part » (Schäfer 2021, 1). De plus, la mondialisation intensifie la concurrence économique et crée des sentiments de privation relative, notamment à l'échelle locale (Schäfer 2021, 3). Selon Schäfer, les partis de droite radicale populiste exploitent ces différents préjugés en liant les difficultés économiques à la présence de minorités ethniques issues de l'immigration, en les utilisant comme boucs émissaires pour les dysfonctionnements socio-économiques (Golder 2003 in Schäfer 2021, 3).

Ces « menaces » déclenchent des réflexes autoritaires qui se traduisent par des votes et des sièges pour les partis anti-système (Norris and Inglehart 2019 in Schäfer 2021, 4). Balzacq et al. (2014, 186) expliquent cette évolution par la révolution mondialiste, « caractérisée en particulier par des flux migratoires entre États, dans des mesures bien plus importantes que par le passé ». Selon les auteurs, cette croissance des flux serait due « à la mobilité des facteurs de production induite par une économie de libre concurrence globalisée, mais aussi par une société d'information et de communication 'trans-nationalisée' » (Balzacq et al. 2014, 186). Guidée par les élites au pouvoir dans les États-nations, cette révolution mondialiste provoque de nouveaux clivages par le biais du déclenchement d'oppositions profondes et durables de la part des perdants de la mondialisation (Balzacq et al. 2014, 186).

Les partis anti-système de droite radicale sont nés, selon Hopkin (2021, 5-6), des échecs de nos institutions à représenter les demandes du peuple et émergent dans les démocraties avancées basées sur la primauté des marchés plutôt que de la politique. Selon lui, la forme hautement régulée du capitalisme qui a émergé après la Seconde guerre mondiale a été progressivement remplacée par un modèle économiquement plus libéral. En effet, les gouvernements ont cherché à démanteler les institutions non marchandes et ont promu des élites politiques offrant un éventail limité d'options politiques.

L'idée de corruption, quant à elle, se retrouve également dans *Cultural Backlash* (Norris and Inglehart 2019), dans la mesure où les deux auteurs définissent la droite radicale comme un

style de communication rhétorique affirmant que (i) la seule autorité démocratique légitime émane directement du peuple, et (ii) que les détenteurs du pouvoir établi sont profondément corrompus et trahissent la confiance du public (Schäfer 2021, 2).

Dans la vision des partis de droite radicale anti-système, les acteurs liés à la corruption sont les politiciens *mainstream*, les élites économiques, ainsi que les milieux académiques, artistiques et journalistiques (Balzacq et al. 2014, 190). Leur argument est basé sur la supposition que les politiciens traditionnels profitent de leur position pour réaliser des profits illicites aux dépens du public ou de victimes spécifiques. Bien que la corruption politique ne devrait en principe pas avoir lieu dans les régimes néolibéraux, dans la mesure où les gouvernements ne sont amenés qu'à jouer un rôle minime dans l'économie (Crouch 2020, 28), l'Europe occidentale a été secouée par une série de scandales, notamment en Italie, en Allemagne, en Belgique, ou encore au Royaume-Uni à partir des années 1990 (Mendilow 2021, 9). Cela a mené à deux types de réactions populistes, dont le « populisme entrepreneurial » qui s'oppose aux politiciens *mainstream* et promet une alternative aux gouvernements précédents.

Concernant la politique étrangère et les questions de relations internationales, les groupes de droite radicale se montrent méfiants, voire hostiles, à l'égard des organisations supranationales, qu'il s'agisse de l'Union européenne ou des Nations Unies (Mudde 2019, 38). L'UE est d'ailleurs une préoccupation majeure des partis anti-système de droite radicale, qui la considère comme une menace pour la souveraineté des États : « euroscepticism started to spread among European publics in the wake of the 1992 Maastricht Treaty... this has only increased after the so-called “refugee crisis” of 2015 » (Mudde 2019, 39). Certains partis anti-système de droite, opposés à l'intégration européenne, appellent à quitter l'UE, notamment car ils affirment que l'intégration européenne a été poussée trop loin à partir de la signature du Traité de Maastricht. Ainsi, comme le souligne Hopkin (2021, 7), la droite anti-système identifie le peuple comme étant la communauté nationale (généralement définie de manière ethnique), dont les intérêts doivent être protégés contre la corruption des élites et des menaces « extérieures », telles que l'immigration, les puissances étrangères hostiles, les organisations internationales et les groupes terroristes.

3.2. Une explication économique : le néolibéralisme à l'épreuve de la crise de 2008

Les partis anti-système de droite radicale s'opposent radicalement au tournant vers le néolibéralisme, qui a été marqué par une nouvelle gestion de l'économie, et notamment par l'indépendance des banques centrales⁶ afin d'orienter leurs politiques vers la stabilité des prix, au détriment d'autres objectifs tels que le plein emploi (Hopkin 2021, 31). Développé dans les années 1990, le modèle d'indépendance des banques centrales (CBI) se généralise au niveau mondial afin d'assurer que celles-ci ne soient pas soumises à des pressions politiques dans la mise en place de leur politique monétaire. Principalement basé sur la stabilisation des prix, les interventions des banques centrales dépassent la portée du modèle de CBI après 2007. En effet, elles jouent désormais un rôle plus important, à la fois dans les systèmes financiers et dans les systèmes politiques, notamment car elles ont obtenu des compétences de supervision financière (Dietsch et al. 2018, 13). La Banque Centrale Européenne peut, par exemple, exercer une pression directe sur les réformes économiques de la zone euro à travers la conditionnalité de ses interventions financières et sa participation à la Troïka, qui comprend à ses côtés la Commission européenne et le Fonds monétaire international (Dietsch et al. 2018, 13). Depuis le Traité de Maastricht, l'Union européenne est perçue par les partis anti-système de droite radicale comme une bureaucratie hostile et éloignée des préoccupations des citoyens (Mudde 2019, 40), notamment car les compétences de plus en plus étendues attribuées à la BCE fait pression sur l'idée que la formulation de la politique monétaire doit être confiée à des technocrates hautement qualifiés et isolés des institutions démocratiques (Dietsch et al. 2018, 18).

Dans le contexte de la crise financière globale de 2008, la politique démocratique conventionnelle n'a pas été en mesure d'apporter des solutions adéquates à la détresse économique qu'elle a provoquée (Hopkin 2021, 5). Comme le précise Crouch (2020, 60), la tendance générale qui s'est intensifiée est l'évolution du rôle de la finance. Non seulement les marchés tendent à une allocation des ressources plus inégalitaire, mais la transition vers le néolibéralisme a également touché les institutions non marchandes qui pouvaient atténuer ces inégalités par l'imposition progressive et la redistribution (Hopkin 2021, 9). De plus, les principaux partis politiques à travers l'Europe occidentale ont investi massivement dans les idées néolibérales et ont confié les outils de politique économique les plus importants à des

⁶ L'indépendance des banques centrales implique le retrait de toute influence partisane directe sur les taux d'intérêts, qui sont désormais appliqués par des experts indépendants plutôt que par des politiciens (Hopkin 2021, 31).

organes non élus (Hopkin 2021, 5). Dans ce contexte, les partis anti-système de droite radicale accusent les politiciens traditionnels de s'unir dans une « conspiration contre le public » pour fermer le marché aux nouveaux entrants et offrir un choix plus restreint (Hopkin 2021, 8) tout en développant une bureaucratie hostile basée sur l'expertise dans laquelle les forces nationalistes n'ont pas voix au chapitre (Mudde 2019, 40).

De plus, de récents travaux académiques montrent que les stress économiques, l'intégration commerciale ou l'austérité ont contribué à l'exacerbation de sentiments anti-système. Funke et al. (2016) montrent que les crises financières sont plus perturbatrices sur le plan politique que d'autres types de ralentissements économiques. En effet, des partis de droite radicale sont apparus dans un certain nombre d'économies avancées à la suite de la crise financière mondiale (in De Bandt et al. 2021, 352). Funke et al. (2016) proposent trois explications à leur développement au lendemain de la crise financière globale: (i) les crises financières sont perçues comme résultant d'un échec de régulations et politiques et amènent à se méfier du gouvernement et des *mainstream politics*; (ii) les crises financières provoquent des conflits entre créditeurs et débiteurs et augmentent les inégalités de salaire et de richesse; (iii) le sauvetage de banques à grande échelle n'est pas populaire. Comme le mentionnent Guiso et al. (2019), l'émergence de la droite radicale anti-système peut être partiellement expliquée par l'insatisfaction des électeurs envers les élites traditionnelles, qui sont perçues comme incapables de gérer des chocs économiques négatifs. De plus, l'indépendance des banques centrales a été remise en question à la suite de la crise financière globale dans la mesure où il s'agit de corps technocratiques non-élus.

La gestion de la crise de 2008 puis de la dette européenne en 2010 a aussi exacerbé les disparités entre les citoyens des pays européens et la marginalisation sociale d'une partie de la société. La Troïka a imposé des conditions de remboursement de la dette aux États concernés afin de restaurer la confiance dans leurs banques créancières (Crouch 2020, 75) et a notamment imposé des coupures budgétaires (des mesures d'austérité) dans les dépenses publiques des États-membres, particulièrement en Grèce, en Italie, et en Irlande. L'austérité, d'un point de vue purement économique, a un effet déflationniste. Comme le souligne Iturralde (2017, 5), elle contribue à faire baisser les prix et la demande et repose sur l'hypothèse que les ménages réduisent leur consommation s'ils sont soumis à une augmentation d'impôts. Avec une baisse de la demande, l'économie se retrouve alors en surproduction, diminuant les profits pour les entreprises et les amenant à couper dans leur production et licencier des employés. Avec une augmentation du chômage et une diminution du revenu disponible, la consommation diminue, ce qui entraîne un cercle déflationniste. Les mesures d'austérité ont également un impact lourd

sur les niveaux et conditions de vie des populations. En effet, en causant un chômage de masse et une fuite des cerveaux en provenance des états-membres périphériques, elles s'accompagnent de problèmes psychologiques et d'employabilité chez les jeunes. Elles touchent également les retraités et les personnes âgées en raison de coupes budgétaires dans la sécurité sociale et dans les effectifs sanitaires. Aussi, la suppression d'aides juridiques mène à un accès à la justice plus laborieux pour certaines strates de la société (Iturralde 2017, 5).

Comme le souligne Hopkin (2021, 10), la crise financière globale de 2008 contient tous les ingrédients de base d'un contrecoup politique : une stagnation économique, de fortes inégalités, et un système politique bloqué de toute perspective de changement effectif. De plus, l'expérience de quarante ans consistant à laisser les gens « à la merci » du marché a produit une répartition des revenus très lourde composée d'un petit nombre de grands gagnants, d'un groupe de perdants beaucoup plus important et d'un milieu luttant pour maintenir sa position dans un marché de moins en moins stable (Hopkin 2021, 10). Enfin, comme le mentionnent Guiso et al. (2019), les contraintes institutionnelles, qui limitent les actions possibles face à un choc économique, résultent en de pauvres performances et en une frustration parmi les électeurs qui se tournent alors vers les partis anti-système de droite radicale.

3.3. La droite radicale anti-système et le phénomène de *polycrisis*

Les partis de droite radicale tirent profit de « crises », comme les attentats du 11 Septembre 2001, la crise financière globale de 2008, et la crise des réfugiés de 2015. Comme le précise Pappas (2015, 319), la présence d'un état de crise et de mouvements de droite radicale sont intrinsèquement liés. Non seulement les crises semblent offrir de bonnes performances électorales aux partis anti-système de droite radicale, mais ces mêmes partis entretiennent l'état de crise afin d'en tirer profit et peuvent parfois en être les déclencheurs. Stanley (in Pappas 2015, 319) précise: « populists both exploit crises and seek to provoke them in order to benefit from the ensuing sense of elite incompetence and loss of control. They discern an all-pervading and chronic state of crisis across all domains of public life which exists due to elite incompetence and/or conspiracy ». Comme le mentionne Ágh (2017, 17), l'UE a concentré ses efforts de gestion de crise sur le sauvetage de la zone euro dans le contexte post-2008, tout en se battant pour maintenir intact l'espace Schengen pendant la crise des réfugiés. Cela a mené à la disparition de l'idée d'une Europe de la cohésion et d'une Europe sociale, à l'émergence d'économies mixtes, ainsi qu'à une polarisation sociale et des divisions territoriales entre

régions développées et sous-développées. Ainsi, depuis 2008, les populations européennes ont perdu toute confiance envers les institutions politiques et les élites (Agh 2017, 18).

En Europe Centrale et Orientale particulièrement, où les pays de la région ont expérimenté une transition post-communiste, les nouveaux régimes de droite radicale s'attaquent aux élites européennes : « it is clear that after a period of soft populism characterised by attacks on the “old” and “postcommunist” impotent domestic elite, the new hard populist regimes have found an enemy in the EU » (Ágh 2017, 12). Comme le précise Ágh (2017, 15) avec l'exemple de la crise des réfugiés, la réaction négative des pays dans cette région s'explique non seulement par la gestion de la crise par les élites européennes, mais aussi par un héritage culturel. En effet, dans certains États membres d'Europe centrale qui ont vécu en isolement pendant des décennies, les populations n'étaient pas préparées à l'arrivée massive d'étrangers. Comme le souligne l'auteure: « against this backdrop, the EU has produced what might be called a *crisis of crisis management*, having failed to realise the meaning of the refugee crisis for the EU population as a whole and for ECE populations particularly with their specific historical experience over centuries and their unpreparedness for non-European migration. For these reasons and because of the EU's neglect of ECE's particular situation, the refugee crisis has pushed ECE populations into the worst kind of native-identity politics » (Ágh 2017, 15). De plus, dans un contexte de crise, l'extension de prérogatives au bénéfice de certaines institutions a renforcé l'opposition de la population de l'UE envers les élites technocratiques de Bruxelles, et a exacerbé le sentiment d'un monde des élites séparé du monde réel perçu par les citoyens. Dans le cas de la crise financière globale, les restrictions imposées aux citoyens européens ont été suivies par la montée d'une droite radicale basant son discours et son idéologie sur le contraste entre le « peuple pur » et les « élites impuissantes » (Ágh 2017, 16). De plus, la crise de 2008 a marqué la seconde phase⁷ de la période post-accession pour certains pays d'Europe centrale et orientale, qui se caractérise par l'émergence de partis de droite radicale et de systèmes semi-autoritaires violant l'État de droit, comme en Hongrie ou en Pologne. Dans les périphéries méridionale et orientale de l'UE, la crise financière globale a également mené à un processus de dé-Européanisation, qui s'illustre par la violation de certaines règles et valeurs communautaires au profit de la démocratie illibérale. Bien que les parties Sud, Centrale et Orientale de l'Europe connaissent une montée de mouvements anti-système de droite radicale, Pappas (2015, 323) précise une caractéristique notable: « while the more recent wave of CEE populism and anti-

⁷ Selon Attila Ágh (2017, 17), la première phase est caractérisée par des partis et des gouvernements en place poursuivant les formalités de l'UE en matière d'État de droit.

establishment mobilisation more generally is partly (but certainly not exclusively) related to the emergence of 'purifier' parties promising better and scandal-free governance, Southern European populism is generally highly polarising, often anti-systemic, and thriving on the left as well as on the right of the political spectrum ». Comme le montre l'auteur, toutes les régions d'Europe connaissent une croissance significative de ces partis. Outre leur présence dans les régions méridionale, centrale et orientale de l'Europe, les pays nordiques sont également touchés, comme la Suède, tout comme les pays anglo-celtiques (Irlande et Royaume-Uni) et les pays d'Europe occidentale, notamment la France et l'Allemagne. Cependant, Pappas précise que, bien que certains exemples de partis européens démontrent un lien entre la présence d'état de crise et la montée de mouvements anti-système, cette relation ne s'applique pas de manière systématique. En effet, dans certains pays comme la Suisse, la Belgique, l'Autriche, et l'Irlande la présence de crises politiques n'a pas contribué au renforcement de mouvements anti-système de droite radicale. Il est par contre clair que la présence combinée de crises politiques et économiques a un effet sur la droite radicale en Europe centrale et orientale, ainsi qu'en Italie ou encore en Grèce (Pappas 2015, 324).

Ainsi, et comme le suggère la récente littérature sur le sujet, il est important de noter qu'il existe deux visions divergentes sur cette connexion. D'une part, certains auteurs argumentent que la crise agit soit comme un déclencheur externe, soit comme une condition préalable nécessaire à la droite radicale anti-système. D'autre part, des auteurs comme Pappas (2015) et Moffitt (2015) démontrent qu'il est aussi important de penser à la manière dont les partis anti-système tentent de servir de déclencheur à la crise. En effet, les deux auteurs s'accordent sur le fait que les crises ne sont jamais des phénomènes neutres, mais sont médiatisées et amplifiées par certains acteurs. Moffitt (2015, 190) soutient que les acteurs anti-système participent activement à la « spectacularisation de l'échec », ce qui leur permet d'opposer le peuple à un « autre » dangereux, tout en simplifiant radicalement les termes et le terrain du débat politique afin de se montrer comme les seuls acteurs capables d'éviter ou de résoudre ces crises. Dans le cadre de cette recherche, nous nous basons davantage sur la vision prônant que les mouvements anti-système instrumentalisent l'état de crise afin de se positionner sur le devant de la scène politique. En effet, nous ne prétendons pas analyser les effets de la crise financière globale de 2008 sur la montée des partis anti-système de droite radicale comme un événement isolé, mais plutôt comme l'illustration du cadrage réalisé par ces partis afin de capter la partie de l'électorat en quête d'alternative politique. En l'occurrence, en étudiant les cas du Fidesz en Hongrie, de PiS en Pologne et de la Ligue en Italie, nous nous attendons à observer un cadrage portant sur les élites de Bruxelles et leur gestion du choc économique de 2008, mais également de la crise

migratoire de 2015, dans la mesure où l'émergence des mouvements anti-système de droite radicale repose sur une combinaison de facteurs culturels et économiques.

Chapitre II - Le cas du trio de Budapest

1. Contexte historique, construction idéologique et accès au pouvoir

1.1. Le Fidesz

Comme l'a identifié Kitschelt, les sociétés post-communistes se développent sur la base de diverses fractures : économique-distributive, de régime (forces au pouvoir et opposition), nationale-cosmopolite (nation et internationalisation), et socio-culturelle (institutions traditionnelles et individualisme et libéralisme). Comme d'autres partis dans l'ère post-communiste, le Fidesz s'est développé, entre autres, sur base de la fracture économique-distributive, comprenant les attitudes à l'égard du marché libre par rapport à l'intervention de l'État (Fowler 2004, 98). Avant la Seconde Guerre mondiale, les partis de centre-droite en Hongrie se caractérisent par un inégalitarisme et un soutien à la propriété privée à grande échelle. Dans l'ère post-communiste, la droite soutient davantage une économie « sociale de marché » sur les questions de réglementation et de bien-être, s'inspirant des traditions chrétienne-socialiste et chrétienne-démocrate, tout en soutenant la propriété privée à petite échelle. De plus, par l'exclusion des libéraux et l'intégration des *Independent Smallholders*, la droite hongroise des années 1990 a gagné son support électoral sur la base d'un populisme économique. L'émergence et le développement du Fidesz en Hongrie s'illustre également par une concentration électorale, un processus dans lequel un parti existant de manière permanente gagne une plus grande part des voix au fil du temps, tandis que les parts de vote des autres partis diminuent, parfois jusqu'à une inexistence effective (Fowler 2004, 80). En s'engageant dans diverses formes de coopération institutionnelle avec d'autres partis et élites de centre-droite, le Fidesz était en 2004 le plus grand parti de centre-droite dans les nouveaux États-membres d'Europe centrale et orientale. Fondé en 1988, il est également le plus vieux parti dans ces régions, et fut représenté de manière continue dans les quatre premiers parlements post-communistes (Fowler 2004, 80).

Le concept de « *polgári* » (civique, citoyen) lui permet de construire son idéologie. S'opposant à l'administration socialiste libérale de post-1994, elle est profondément anti-élitiste, en identifiant notamment l'élite comme responsable de l'expropriation et de l'exploitation de la propriété nationale depuis le début de la période communiste (Fowler 2004, 104). L'idéologie *polgári* rejette également l'économie néolibérale, considérée comme servant les intérêts de l'élite hongroise et de ses parrains étrangers, et comme une partie de la raison pour laquelle les avantages attendus de la transition n'avaient pas été plus largement ressentis. Enfin, l'idéologie

polgári se caractérise par trois éléments : une prise en compte concrète des préoccupations socio-économiques des électeurs, des politiques promettant de générer une meilleure protection sociale et une réduction d'impôts afin de soutenir le « *sinking middle* », et la garantie d'offrir une alternative politique aux précédentes administrations (Fowler 2004, 105).

Selon Kim (2021, 337-341), l'évolution du Fidesz se divise en plusieurs phases: (i) la période populiste nationaliste (1988-2006), dans laquelle le parti s'oppose au régime communiste et entreprend un tournant nationaliste et anti-libéral; (ii) la période de populisme social (2006-2009), où Viktor Orbán interpelle la population hongroise comme le sujet de la démocratie, se situant au-delà des partis et des clivages gauche/droite, et contre une aristocratie privilégiée; (iii) la période d'institutionnalisme autoritaire (2009-2014) dans laquelle le Fidesz prétend restaurer la démocratie en organisant une nouvelle « majorité » et en redéfinissant le sens même de l'ordre démocratique; et finalement (4) la période actuelle de nationalisme illibéral depuis 2014 où le discours du Fidesz alterne entre illibéralisme, nationalisme et populisme et est dirigé contre de nouvelles menaces envers l'intérêt national (par exemple, la campagne « Stop Soros » de 2017).

Par une comparaison avec le parti Droit et Justice (PiS) en Pologne, Kim (2021, 333) analyse l'émergence du caractère autoritaire du Fidesz selon plusieurs combinaisons. Premièrement, l'auteur souligne que le parti hongrois se base sur un populisme en tant qu'élément secondaire de l'illibéralisme, du nationalisme et du nativisme de Viktor Orbán. Par contraste, PiS prend racine sur un populisme associé à l'antilibéralisme : « directed against the alleged conspiracy of the “*uklad*”⁸ and the liberal opposition » (Kim 2021, 333). Deuxièmement, l'émergence du Fidesz s'articule autour de l'opposition entre institutionnalisme et populisme, c'est-à-dire la « patrie » d'Orbán qui ne peut s'opposer à son gouvernement. En résumé, le Fidesz se base sur des arguments nativistes, en identifiant la population hongroise comme une « espèce unique » de la race humaine, et sur des arguments sécuritaires, liés à un faible taux de natalité, à une immigration constante et à une défense effective des frontières. Finalement, le parti de Viktor Orbán s'appuie sur une critique de l'Occident, et notamment des élites libérales, et identifie également des ennemis externes comme les institutions supranationales.

⁸ L'ancien appareil d'État et les réseaux informels.

1.2. Droit et Justice (PiS)

Comme en Hongrie, le système de partis polonais a été marqué par de hauts niveaux de sentiments anti-système, bien avant la crise financière globale de 2008 (Pappas and Kriesi 2015, 315). Cependant, contrairement à la Hongrie où le populisme de droite radicale est devenu dominant après la transition post-communiste, la politique polonaise est marquée depuis 1989 par la montée et la chute de plusieurs droites radicales. Parmi celles-ci, le parti Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość*, PiS) fondé en 2001 a réussi à s'imposer comme la principale force conservatrice sur la scène politique polonaise (Pytlas 2020, 2). Comme pour le cas du Fidesz, Kim (2021, 342-347) divise l'évolution de PiS en plusieurs phases: (i) la période d'oscillation entre nationalisme et populisme anti-libéral (2001-2007) au sein de laquelle, comme pour le Fidesz, Droit et Justice émerge dans un contexte de concurrence entre les partis opposant les alliances de centre-droite et centre-gauche post-communiste; (ii) la période anti-libérale (2007–2014), où le parti renforce son discours contre le *układ* et l'expansion de l'idéologie libérale; et finalement (iii) la période de populisme social depuis 2014, qui se caractérise par une opposition au libéralisme articulé contre un système de privilèges économiques et politiques, et non plus lié au *układ*.

Dès sa création en 2001, Droit et Justice base son discours sur l'épuration des élites comme seul moyen d'éradiquer la criminalité et la corruption, et les pathologies profondes de l'économie polonaise. Comme dans le cas du Fidesz, PiS oppose l'élite à la nation: « populism took on the function of designating an opposing bloc of “elites”, “*układy*”, and “interest groups”, while the collective subject pitted against these “elites” was “the Nation” as a moral community » (Kim 2021, 342). Comme le précise Barbara Jankowski (2017, 228), le débat entre PiS et l'opposition s'articule autour de la définition du « vrai » Polonais et de la nation comme seule communauté apte à défendre la population. Contrairement au Fidesz, PiS a oscillé entre une image de parti *outsider*, qui s'est avérée fructueuse pour la double victoire électorale de 2015 sur la Plateforme civique (*Platforma Obywatelska*, PO) conservatrice-libérale au pouvoir.

1.3. La Ligue

La Ligue (historiquement *Lega Nord*, LN), fondée en 1991, est un parti historiquement régionaliste et revendiquant la « Padanie », comprenant les régions du Nord et du centre de l'Italie. Depuis, elle est devenue l'une des principales forces politiques en Italie et s'appuie sur des arguments anti-élitistes et nativistes. Comme le souligne Giordano (1999, 217), « the LN argues that the North and its citizens are penalized by a corrupt, bureaucratic and wasteful central state that is biased towards the South of Italy and Southern Italians. ... It has allowed the party to develop a hard-line and controversial image for itself as well as to articulate a sociocultural identity for the 'North' using the 'South' as the 'Other' ». La Ligue du Nord accède au pouvoir une première fois en 1994 au sein d'une coalition menée par Silvio Berlusconi qui s'avère mener à une administration très instable. À partir de 2008, le parti enregistre un nombre de votes significatif aux élections européennes et régionales et renforce son « *issue ownership* »⁹ autour des thèmes de la réforme fédérale et de la sécurité (*sicurezza*), cette dernière englobant à la fois l'immigration et l'ordre public (Albertazzi and McDonnell 2010, 1319). Comme le souligne Anna Cento Bull (2009, 143), la Ligue mène une forme de politique symbolique prônant le retour à une société communautaire, sans crimes ni immigration. Albertazzi et McDonnell (2010, 1336) montrent également que dans le cas de la Ligue, bien que des arguments économiques protectionnistes et eurosceptiques sont mobilisés par le parti, celui-ci base principalement son discours sur l'autonomie du Nord de l'Italie et les questions de *sicurezza*. De plus, ses succès électoraux aux élections générales de 2008, aux élections européennes de 2009, et aux élections régionales de 2010, illustrent le succès de son *issue ownership* et lui permet d'apparaître comme un parti produisant du résultat.

2. Expliquer la droite radicale anti-système en Hongrie, Pologne et Italie depuis 2008

2.1. Nativisme, xénophobie et sécurité de l'État

Depuis 2010 et sa victoire aux élections parlementaires, le Fidesz a très largement remodelé la politique hongroise: « this process is informed and perpetuated by its domineering leader Viktor Orbán for whom the Global Financial Crisis (GFC), the policy blunders and scandals of his Socialist predecessors, as well as the onset of the European Migrant Crisis in 2015, form part of a broad 'crisis narrative' that he deploys to delegitimize liberal democratic ideas » (Scoggins

⁹ *Issue ownership* est un concept de sciences politiques prônant qu'un parti politique est « détenteur du thème » lorsqu'il est perçu par les électeurs comme le parti le plus compétent pour résoudre un problème qui y est lié.

2022, 5). Comme le soulignent Kim et Scoggins, la rhétorique de Viktor Orbán et du Fidesz se concentre principalement sur l'identification d'ennemis : les institutions supranationales comme l'Union Européenne, certains individus comme George Soros, ou les réfugiés. Ces derniers sont d'ailleurs visés par Orbán par un discours anti-migrants et instrumentalisés comme une menace contre laquelle le gouvernement hongrois se doit de protéger ses citoyens. Cela s'illustre notamment avec les différentes consultations nationales lancées par le gouvernement hongrois, comme celle sur l'immigration illégale et le terrorisme, conduite entre avril et juillet 2015, et « Let's Stop Brussels » d'avril 2017, adressant entre autres la question de l'entrée de réfugiés sur le territoire national. La transmission du cas hongrois à la Cour de Justice de l'Union Européenne en juillet 2018 marque d'ailleurs la réticence du gouvernement à se conformer aux législations européennes en matière d'asile et de retour. En effet, la législation hongroise criminalise les activités soutenant les demandes d'asile et de résidence et restreint davantage le droit de demander l'asile (Commission européenne 2018). Alors que certains auteurs perçoivent le discours anti-migrants du Fidesz comme de l'opportunisme politique de la part d'un gouvernement en quête de popularité (Nagy 2016), d'autres l'inscrivent dans le contexte historique et institutionnel particulier dans lequel a émergé le parti (Melegh 2016). Comme le précise Bocksor (2018, 553), la Hongrie actuelle est souvent considérée comme largement homogène sur le plan ethnique et son taux d'immigration est relativement faible, bien que la migration interne et internationale aient joué un rôle important dans l'histoire du pays. Durant les vingt dernières années, la Hongrie a développé un système d'immigration ségrégationniste qui s'est renforcé avec la crise migratoire de 2015 avec le cadrage de l'immigration comme une problématique sécuritaire et une menace culturelle par le Fidesz. Comme le résume Sík et al. (2016 in Bocksor 2018, 558): « first, immigration and terrorism are inseparable; second, the inflow of immigrants results in layoffs in labour markets; and third, immigrants increase crime rates ».

En Pologne, Droit et Justice ajoute également à son agenda une position anti-immigration au moment de la crise migratoire de 2015. Comme le soulignent Natalia Krzyżanowska et Michał Krzyżanowski (2018, 615), PiS attise les peurs à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile en les présentant comme des intrus islamiques arrivés en masse et prêts à envahir la Pologne chrétienne. De cette manière, le gouvernement Droit et Justice cherche à renforcer son opposition à l'UE et à légitimer le refus de la Pologne d'accepter des réfugiés dans le cadre de son engagement légal envers le programme de relocalisation de l'Union européenne. En 2017, la Pologne, aux côtés de la Slovaquie, soutient d'ailleurs la Hongrie dans une réclamation concernant l'allocation de réfugiés aux différents États-membres (Ágh 2017, 24). Comme le

précise Krzyzanowski (2018, 76), la Pologne est l'exception très notable d'un pays où les sujets liés à l'immigration ne sont pas politisés avant la crise migratoire de 2015, qui amène un changement radical dans le discours politique en Pologne. Ce changement se caractérise par la quasi-absence de tout débat sur l'immigration à une rhétorique discriminatoire à l'égard des migrants et, en particulier, des demandeurs d'asile arrivant en Europe. En détenant le monopole de la rhétorique anti-immigration et anti-réfugiés, PiS défend également des positions politiques islamophobes, qui sont d'ailleurs reprises par d'autres mouvements populistes polonais et par des mouvements *mainstream* (Krzyzanowski 2018, 77). À partir de 2015, comme le souligne Pytlas (2020, 5), un ensemble d'attitudes anti-système corrélés à des positions anti-libérales culturelles et économiques, a mené à sentiment négatif envers la Plateforme civique ainsi qu'à une probabilité accrue de voter pour PiS.

En Italie, la Ligue est également considérée comme l'un des entrepreneurs politiques des sentiments xénophobes et anti-migrants de l'arène politique italienne, aux côtés du Mouvement 5 Étoiles. Considérée comme un nouveau pays d'immigration, l'Italie est devenue un point d'arrivée majeur de migrants et réfugiés en raison de sa situation géographique et de ses ports situés au Sud du pays, par lesquels arrivent une partie de migrants en provenance d'Afrique du Nord. Comme le précisent Bulli et Soares (2018, 130-133), depuis le début des années 1970, les immigrants s'installant en Italie sont devenus plus nombreux que les expatriés italiens, et l'Italie enregistre une augmentation constante de population née à l'étranger et installée sur le territoire national entre 1980 et 2010. L'hostilité de la Ligue envers les migrants se développe dès les années 1990 lors de l'arrivée de migrants issus de pays en transition post-communiste, qui sont alors identifiés comme de nouveaux « ennemis » pour la sécurité de la nation. Désignés comme responsables des maux de la société, qu'il s'agisse d'aspects économiques tels que le chômage et la réduction des salaires, ou de questions telles que la prolifération de la criminalité et de l'insécurité, la Ligue cultive un sentiment de victimisation en identifiant la population « native » comme abandonnée par les élites à une « invasion » d'immigrants (Bulli and Soares 2018, 140). Dans ce contexte, les immigrants sont perçus comme les agents violant et démantelant l'ordre ethnique et culturel « naturel » de l'Italie, dont la Ligue se veut être le seul défenseur légitime. Aussi, les attentats du 11 Septembre puis la crise des réfugiés de 2015 ont renforcé la rhétorique anti-migrants du parti dans la mesure où l'Italie a été le deuxième pays européen le plus impacté en matière de demande d'asile, derrière l'Allemagne, lors de la crise migratoire.

2.2. La nation face aux élites

Depuis la crise financière globale de 2008, le parti de Viktor Orbán semble avoir trouvé en l'Union européenne un nouvel ennemi, et enchaîne les attaques contre ce nouvel adversaire. Avec des violations répétées de l'État de droit et des restrictions de plus en plus nombreuses de certaines libertés fondamentales, le Fidesz refuse l'application des normes et des valeurs communautaires et développe une rhétorique anti-Europe. Comme le souligne Kim (2021, 337), le discours du Fidesz fait appel à un peuple « abusé » par le gouvernement et souffrant de l'austérité, et s'oppose à une « aristocratie » au pouvoir qui continue à jouir de ses privilèges. Alen Toplišek (2020, 393), qui analyse la politique économique de plusieurs gouvernements anti-système post-2008, compare notamment le Fidesz et PiS. Il souligne: « both countries have seen the electoral victory of right-wing populist parties on the back of the electorate's frustration with mainstream political elites and their handling of the economy. Such electoral breakthrough was made possible by a preceding political crisis, which was triggered by the loss of public support for the governing social liberal MSZP party and the unpopularity of fiscal consolidation policies under the technocratic Prime Minister György Gordon Bajnai ».

En Pologne, Droit et Justice revendique la création d'une Quatrième République en se basant sur un discours économique anti-libéral contre l'*establishment* politique, sur une idéologie nationaliste-Catholique, sur des menaces extérieures principalement représentées par l'Union européenne et sur des ennemis externes tels que les personnes LGBTQI+, les partis de gauche et libéraux (Pytlas 2020, 3). En effet, Droit et Justice a la volonté de mettre fin à la IIIe République de 1989 en instaurant une politique de « bons changements » (*dobrze zmiany*). Ce slogan insiste sur le fait que la Pologne, « ruinée » par les années de gouvernement de la Plateforme civique, devait être relevée par de « bons changements » fondés sur la justice, l'égalité, le catholicisme, l'exaltation de la nation et la réactivation du mythe de la « martyrologie polonaise » (Jankowski 2017, 227). Mihai Varga (2021, 209) montre que la popularité du Fidesz et de PiS après 2008 s'accompagne de la réémergence d'un nationalisme économique. Comme le souligne l'auteur: « economic nationalism in Poland and Hungary is usually explained in terms of these countries' disappointment with liberalism following the financial crisis of 2007-2008 or as a reaction to 'neoliberal organisation' » (Varga 2021, 209). En Italie, l'arrivée de Matteo Salvini en 2013 en tant que dirigeant de la Ligue s'accompagne d'un changement dans l'idéologie du parti. Traditionnellement définie comme un parti populiste régionaliste, la Ligue enregistre depuis 2018 de bonnes performances électorales dans les régions centrales d'Italie, autrefois dominées par la gauche, et également dans le Sud.

Salvini articule son principal argument autour de l'Europe, en addition à son discours anti-migrants, dans la mesure où même s'il pouvait faire cavalier seul, le Nord serait toujours victime des réglementations imposées par une UE « totalitaire » (Albertazzi et al. 2018, 649). Comme l'indiquent Bulli et Soares (2018, 141), la stratégie de la Ligue de lier les éléments de l'immigration et de la critique de Bruxelles lui permet d'accroître sa résonance au niveau national et de renforcer son alliance avec d'autres partis anti-système de droite radicale tels que le Front national en France, le Parti de la liberté en Autriche et le Parti pour la liberté aux Pays-Bas. L'analyse d'Albertazzi et al. (2010) montre que (i) l'électorat reconnaît les thèmes de l'immigration, de la sécurité et du terrorisme comme entièrement détenus par la Ligue, que (ii) la critique des élites de Rome est remplacée par une critique des élites de Bruxelles, et que (iii) la Ligue se concentre davantage sur des préoccupations nationales que régionales. Comme le soulignent les trois auteurs: « the territorial cleavage has not disappeared from the LN narrative, but it has been pushed further afield so as to adapt/respond to changed 'global conditions' that appeal to a larger section of the electorate. This, in turn, helps to clarify how and why regionalism has been replaced by a form of nationalism imbued with nativism » (Albertazzi et al. 2018, 657).

À partir de 2018, la Ligue identifie davantage des ennemis externes, représentés par l'Union européenne et les élites « corrompues » de Bruxelles, plutôt qu'internes (l'État italien, les élites « corrompues » de Rome, et les Italiens du Sud). Comme le soulignent Albertazzi et al. (2018, 662), ces nouvelles menaces externes sont représentées comme les principales responsables des dysfonctionnements du pays, telles que la faible croissance économique, l'austérité, et l'immigration.

2.3. Austérité et ingérence européenne en Hongrie et en Italie

L'évolution du Fidesz vers un parti anti-système de droite radicale et « illibéral » s'explique par des facteurs sociaux et culturels, mais aussi par des facteurs économiques. Scoggins (2022, 4) souligne que ces derniers sont plus pertinents pour prédire le soutien électoral du Fidesz et la satisfaction des citoyens pour sa performance au gouvernement. En effet, les résultats de son étude de 2022 montrent que lorsque des acteurs anti-système ou des personnalités illibérales gouvernent, les électeurs semblent les évaluer comme ils le feraient dans toute autre démocratie, principalement sur l'économie (Scoggins 2022, 18). De plus, comme le souligne l'auteur: « aside from being religious, anti-migrant and European Union factors were not shown to be statistically significant predictors. This finding,..., does not dismiss the role identity politics

may play in the party's popularity. What it does emphasise is that economic satisfaction is a principal component » (Scoggins 2022, 22).

Le lien entre l'émergence du Fidesz et l'implémentation de mesures d'austérité peut déjà s'illustrer avec la mise en place du pack Bokros en 1994. Dans ce contexte, la stratégie discursive du parti a consisté à articuler diverses oppositions : « national » versus « cosmopolite », « civique » versus « gauche », ou encore « nation » versus « élite ». Déjà après la réélection en 2006 du Premier Ministre Ferenc Gyurcsany, le déficit fiscal de la Hongrie atteignait les 10% du PIB, amenant le gouvernement à imposer de strictes mesures d'austérité. Comme l'indique Mitchell A. Orenstein (2010, 6): « it caused a massive public reaction from right-wing and extreme-right parties that mobilized often violent public demonstrations ». Dóra Piroška (2017, 805), dans son analyse des priorités de la Troïka vis-à-vis de la gestion de la crise financière en Hongrie, montre que le Fonds Monétaire International (FMI), la Commission européenne et la BCE ont suivi des stratégies différentes. En effet, l'équipe du FMI s'est intéressée aux marchés financiers ; la Commission européenne a mis l'accent sur la composante fiscale de la crise et a recommandé des mesures d'austérité, et la BCE s'est principalement concentrée sur la stabilité monétaire de la zone euro en négligeant les conséquences de ses décisions pour les États membres de l'UE hors de l'Eurozone. L'auteur tire trois conclusions des différentes priorités suivies par les trois institutions: (i) l'insistance du FMI sur le renforcement de la stabilité du marché financier hongrois a été le corollaire du refus de la BCE d'accorder une aide en liquidités à la banque centrale hongroise, aux filiales des banques de la zone euro et aux banques contrôlées au niveau national; (ii) Les réductions budgétaires demandées par la Commission, visant à accroître la solvabilité du gouvernement hongrois, étaient en contradiction avec la décision de la BCE de ne pas accepter les obligations du gouvernement hongrois comme garantie; (iii) l'insistance du FMI pour obtenir un prêt important afin de regagner la confiance des investisseurs internationaux dans la solidité des marchés financiers hongrois a porté le budget national à un niveau qui a rendu le refinancement des obligations hongroises de plus en plus difficile (Piroška 2017, 817).

Comme le mentionnent Qirui Li et al. (2021, 550), la popularité du Fidesz provient non seulement de facteurs sociaux et culturels, tels que son attitude envers les réfugiés, mais aussi de sa politique économique qui met l'accent sur la satisfaction du peuple et l'expulsion du contrôle extérieur, comme celui des institutions européennes.

Avec l'implémentation de mesures d'austérité post-2008, Pavolini et al. (2015, 60) montrent que malgré une augmentation des dépenses liées à la protection sociale en Italie, le taux de population en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale s'élevait à 27,7% en 2011, contre

23,3% en 2007. Concernant le taux de chômage, celui-ci a augmenté de 40% entre 2007 et 2011. Avec la mise en place de réformes et de plans d'austérité à partir de 2009, l'Italie est victime de l'extension des prérogatives accordées à l'UE dans le contexte de la crise de la dette publique. Comme le précisent Pavolini et al. (2015, 64), le pays a alors été soumis de fortes pressions, et à l'ingérence, la surveillance et la coercition des institutions européennes, notamment la BCE. En août 2011, le président de la Banque Centrale Européenne et Mario Draghi demandent au gouvernement Berlusconi d'implémenter des mesures urgentes concernant la consolidation fiscale, la compétition et la libéralisation des services professionnels, le poussant à démissionner pour laisser place à un nouveau gouvernement représenté par l'ancien Commissaire européen Mario Monti. Comme le soulignent Verney et Bosco (2014, 403): « although the Berlusconi government at this point promised reforms, it was subsequently unable to deliver, with one of the government partners, the LN, notably refusing to support the promised rise in the retirement age ». Les deux auteurs soulignent cinq caractéristiques à la formation du gouvernement Monti: (i) il est fondé sur une nouvelle majorité formée à partir du parlement existant et sans recours à des élections; (ii) il a été mis en place lors de négociations présidées par le Président de la République; (iii) il est représenté par un premier ministre technocrate qui ne représente aucun parti politique; (iv) il est soutenu par les deux principaux partis nationaux et les anciens grands adversaires; et finalement (v) par comparaison avec le gouvernement précédent, il reçoit la claire bénédiction des leaders européens (Verney and Bosco 2014, 405-406). De plus, comme le précisent Mac Donnell et Valbruzzi (in Verney and Bosco 2014, 407), « cabinets that contain a majority of technocrats... under a technocrat prime minister and have the capacity to change the status quo can be termed 'full technocratic governments' ». Davide Monaco (2022, 5) précise que les partis de droite radicale en Europe questionnent le rôle croissant de technocrates non élus, à la fois au sein de leur pays et dans les institutions européennes puisque ceux-ci représentent une menace. Comme l'indique l'auteur, les retombées politiques du gouvernement Monti se manifestent pour la première fois aux élections parlementaires de 2013 avec la montée en force du parti de droite radicale, le Mouvement 5 Étoiles (*Movimento 5 Stelle*, M5S). Aussi, comme le mentionnent Castelli Gattinara et Froio (2014, 194), les principaux cadres utilisés par la Ligue lors de sa campagne de 2013 font référence à une « Europe différente », fondée sur des valeurs démocratiques plutôt que technocratiques. De plus, suite à la crise de 2008 et à la crise de la zone Euro, le M5S et la Ligue mobilisent des arguments contre le statut de membre de l'Italie à la zone Euro. En effet, le Mouvement 5 étoiles a inclus la promesse d'un référendum sur la permanence dans l'euro dans son manifeste électoral de 2014, tandis que la Ligue a proposé une

sortie négociée de la zone euro dans ses manifestes de 2018 et 2019 (Baccaro et al. 2021, 403). Dans le cas de l'Italie, la crise de la dette dans l'Eurozone a renforcé le sentiment de méfiance des citoyens envers les institutions communautaires, ce qui représente un capital électoral important pour les entrepreneurs politiques visant à capitaliser sur l'euroscpticisme (Castelli Gattinara and Froio, 183). En effet, déjà lors de sa campagne électorale de 2013, la Ligue attaquait la politique d'austérité avec la proposition d'un référendum pour décider de rester ou de se retirer de la zone Euro. Aussi, comme le mentionnent Salvatore Lattanzio et Alexandru Savu (2022, 13), les partis de droite radicale ont profité d'un grand succès après la crise de 2008 dans les pays de l'Eurozone en comparaison aux autres pays européens, en raison de l'existence de contraintes fiscales et de politique monétaire, ayant empêché les politiciens de répondre de manière effective au choc économique et à ses conséquences.

Ce sont ces développements qui ont préparé le terrain pour la montée au pouvoir du M5S et de la Ligue lors des élections parlementaires de 2018, et pour sa victoire aux élections européennes de 2019. Le soutien croissant pour la Ligue, au détriment du M5S, s'explique alors premièrement par le caractère radical et régional du parti, qui s'est d'abord concentré sur les intérêts économiques du Nord de l'Italie, lui permettant de capter les électeurs ayant perçu de manière négative les restrictions économiques imposées par des institutions supranationales. Deuxièmement, l'euroscpticisme de la Ligue a été constant, contrairement au '*soft euroscptic stance*' du Mouvement 5 Étoiles (Lattanzio and Savu 2022, 18).

2.4. L'exception polonaise

Pendant la crise économique mondiale de 2008, la Pologne a subi de moindres conséquences en comparaison aux autres États-membres de l'Union européenne : « Poland's GDP was still growing even during the period of the 2008 economic crisis - enabling Donald Tusk to call austerity-free Poland a 'Green Paradise Island' » (Lendvai-Bainton and Szelewa 2020, 566). Cependant, la montée de l'emploi précaire liée à la flexibilisation progressive du marché du travail a marqué la « *silent and crawling crisis* » dans le pays. De plus, Pytlas (2020, 4) souligne : « While the Great Recession opened discursive opportunities for anti-government mobilization, broader anti-establishment thrust was enhanced by further aspects. Polarised competition between PiS and PO combined with vague, technocratic politics of the PO government constituted another discursive opportunity for anti-establishment newcomers attempting to break through the bipartisan contest ». En pleine crise économique, le gouvernement de la Plateforme civique au pouvoir décide d'éviter les programmes d'austérité,

tout en implémentant des coupes budgétaires pour certaines prestations sociales. De manière générale, le gouvernement augmente ses dépenses, en utilisant notamment des fonds européens afin de financer des programmes d'investissement : « government expenditures have continued to increase throughout the crisis, rising from 15.1 billion euros in 2008 to 16.5 billion euros in the first quarter of 2012. The level of government expenditure is slightly above the EU average, standing at around 49 percent of GDP » (Rae 2012, 2). Dans ce contexte et en contraste avec les cas de la Hongrie et de l'Italie, l'émergence de PiS en Pologne est un cas particulier. Comme le souligne Barbara Jankowski (2017, 227), la Pologne se trouvait dans une bonne situation économique lorsque Droit et Justice a accédé au pouvoir. En effet, après la crise économique de 2008, le pays affichait un taux de croissance de 4,8% en 2011, puis de 3,5% en 2014 après une baisse de courte durée. En fait, « une partie des polonais considérait que les fruits de la croissance étaient mal répartis et en rejetait la responsabilité sur le gouvernement pro-européen de la Plateforme civique (PO) au pouvoir depuis huit ans. L'Union européenne (UE) a ainsi été représentée comme la cause principale de tous leurs maux » (Jankowski 2017, 227). Radoslaw Markowski (2018, 112) montre également que la victoire de Droit et Justice aux élections parlementaires de 2015 s'est déroulée dans un bon contexte économique. En effet, fin 2015, 70% des Polonais étaient satisfaits avec leur emploi, et 80% étaient satisfaits avec la situation de leur ménage. Cependant, ils demeuraient insatisfaits vis-à-vis du domaine politique et se montraient méfiants envers les élites, les partis et les parlementaires, et exprimaient des préoccupations à l'égard de menaces contre la Pologne et le mode de vie polonais provenant de l'extérieur (Markowski 2018, 112). Comme le souligne Markowski (2018, 113): « PiS, the major opposition party during the 2007-2015 period sought to persuade voters that Poland is in the hands of a corrupt elite; that Polish economic development, while good, is nevertheless proceeding more slowly than it might have... ». En effet, bien que la Pologne ait été davantage épargnée par les conséquences de la crise financière globale, en comparaison avec d'autres pays européens, elle n'a jamais retrouvé son niveau de croissance économique d'avant 2008, comme la Hongrie (Pappas 2015, 319). Dans son analyse de la politique économique du Fidesz et de Pis, Alen Toplišek (2020, 393) montre que Droit et Justice s'est d'ailleurs appuyé sur des arguments économiques malgré l'absence de récession économique en Pologne. Alors que le pays expérimentait un fort taux de chômage et des inégalités sociales et régionales croissantes, PiS a capitalisé sur le mécontentement de l'électorat vis-à-vis de la transition post-communiste et a politisé la question des inégalités matérielles, lui permettant d'évincer du gouvernement la Plateforme civique libérale après huit années au pouvoir.

3. Résumé : une explication culturelle ou économique ?

Notre deuxième chapitre nous a permis de dégager de nombreux points communs entre nos trois cas d'étude. En Hongrie, en Pologne et en Italie, les partis anti-système de droite radicale construisent leurs discours et s'offrent de bonnes performances électorales en misant sur la défense de la nation, l'opposition aux élites traditionnelles, et l'identification de menaces externes. Dès 2008, et dans le contexte de la crise financière globale, le Fidesz, PiS et la Ligue mobilisent des arguments économiques et s'appuient sur la mauvaise gestion de la relance économique par les institutions européennes et les gouvernements nationaux. L'explication économique à l'émergence des partis anti-système de droite radicale dans nos trois pays d'analyse a mis en lumière plusieurs points. Premièrement, afin de répondre au choc économique provoqué par la crise, certaines institutions de l'Union européenne ont profité d'une extension de leurs prérogatives. Les actions de la Commission européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fonds Monétaire International ont été perçues de manière négative en Hongrie et en Italie. De plus, la mise en place de nouveaux gouvernements technocratiques destinés à mettre en place des politiques d'austérité, et très largement soutenus par l'UE, ont été ressentis comme une ingérence de l'Europe à l'échelle nationale. Deuxièmement, les coupures budgétaires implémentées en Hongrie et en Italie ont impacté les populations de manière considérable. Elles ont entraîné une augmentation des taux de population en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, et des taux de chômage. Non seulement la gestion de la crise de 2008 a entraîné une méfiance des citoyens européens envers les élites de Bruxelles, mais elle a aussi permis aux partis anti-système de droite radicale de capitaliser sur l'euroscpticisme et ainsi de capter les électeurs en quête d'alternatives politiques. Troisièmement, bien que la Pologne n'ait pas expérimenté de mesures d'austérité comme la Hongrie et l'Italie, le trio de Budapest converge sur l'importance qu'il accorde aux politiques économiques nationales. Le Fidesz, Droit et Justice, et la Ligue s'opposent aux élites nationales et aux gouvernements précédents qui sont accusés de la faible croissance économique présente dans nos trois pays après 2008. En Hongrie, le Fidesz met l'accent sur l'insatisfaction du peuple concernant l'état de l'économie du pays, tout comme PiS, qui a capitalisé sur le mécontentement de l'électorat vis-à-vis de la transition post-communiste et du gouvernement de la Plateforme civique libérale. Comme nous avons pu le voir, le cas de la Pologne est particulier, mais des explications économiques sont tout aussi pertinentes pour comprendre l'arrivée au pouvoir de Droit et Justice, que pour expliquer l'émergence du Fidesz et de la Ligue.

Cependant, il serait erroné de conclure que seuls les facteurs économiques, et plus précisément la crise financière globale, ont joué un rôle dans la montée des partis anti-système de droite radicale dans nos trois pays. La présence de facteurs culturels, comme l'opposition à l'immigration, est fondamentale. En fait, la croissance du Fidesz, de PiS et de la Ligue s'inscrit dans le phénomène de *polycrisis* que connaît l'Europe depuis plusieurs décennies. La crise de 2008 a en effet entraîné la mobilisation d'arguments économiques dans les discours de nos trois partis, mais ceux-ci s'inscrivent dans un contexte plus global. Ils s'accompagnent d'un fort euroscepticisme, via de nombreuses critiques envers les élites de Bruxelles, mais aussi d'arguments nativistes et sécuritaires dans le contexte de la crise migratoire de 2015. Là aussi, les politiques de Bruxelles sont ouvertement remises en cause, comme l'illustrent les violations de l'état de droit répétées en Hongrie et en Pologne. Aussi, il est important de prendre en considération les différents contextes historiques de nos trois pays. Comme le précisent Pappas et Kriesi (2015, 319), on observe une faible confiance envers les acteurs politiques dans les pays d'Europe centrale et orientale en comparaison avec les pays d'Europe occidentale. L'insatisfaction politique des citoyens après la transition post-communiste, présente en Hongrie et en Pologne, est un facteur au succès du Fidesz et de PiS. D'ailleurs, comme le mentionnent les deux auteurs, le cas du Fidesz illustre le fait que les crises politiques sont construites, et que les acteurs de la droite radicale peuvent jouer un rôle important dans leur élaboration. De même, en Pologne, la politisation par Droit et Justice de certains événements politiques montre que les partis anti-système peuvent choisir de créer des crises politiques en manipulant la signification et l'importance des événements (Pappas and Kriesi 2015, 319).

Conclusion

Les travaux académiques sur la droite radicale s'accordent sur le fait que son discours se base principalement sur trois éléments clés : le peuple, l'élite corrompue, et l'identification d'un *out-group*. Le peuple forme une communauté opprimée par les actions et l'incompétence des élites, et est menacée par des « autres » extérieurs à la nation. La littérature nous fournit ainsi deux principales explications à l'émergence de partis anti-système de droite radicale en Europe.

Premièrement, un groupe d'auteurs identifie des facteurs culturels, liés à l'immigration et l'intégration, la sécurité individuelle et collective, la corruption des élites, la politique étrangère et les relations internationales. Appliqués à nos trois cas d'étude, ces facteurs sont bien présents. Par exemple, le Fidesz se base sur l'idéologie *polgari* qui est anti-élitiste et rejette le néolibéralisme. De plus, le parti de Viktor Orbán identifie des menaces envers l'intérêt national, au sein de la nation, comme dans le cadre de sa campagne contre George Soros, ou provenant de l'extérieur (les institutions supranationales, l'UE). Le Fidesz identifie également la crise migratoire de 2015 et les réfugiés, ainsi que les gouvernements précédents comme responsables des dysfonctionnements du pays. En Pologne, la rhétorique de Droit et Justice est semblable à son homologue hongrois. En dirigeant son discours contre le *uklad*, le parti polonais s'oppose au libéralisme et divise, comme dans le cas du Fidesz, la nation et les élites corrompues. De plus, la construction de son idéologie repose également sur des menaces extérieures comme l'Union européenne et sur l'identification d'ennemis tels que les personnes LGBTQI+, les partis de gauche et libéraux, ainsi que les réfugiés. En Italie, la Ligue s'appuie également sur des arguments anti-élitistes et nativistes. De par son caractère historiquement régionaliste, elle représente dans un premier temps les Italiens du Sud comme des ennemis internes, puis oriente son discours sur des ennemis externes comme l'Union européenne. De plus, elle remplace avec le temps sa critique des élites de Rome par une critique des élites de Bruxelles, en s'appuyant sur des arguments profondément eurosceptiques. Le parti mobilise également la question de *sicurezza*, qui englobe à la fois l'immigration et l'ordre public.

Ce travail de recherche a dans un deuxième temps permis de mettre en lumière et regrouper une partie de la littérature émergente sur les explications économiques à la montée de la droite radicale anti-système en Europe. Nous en tirons plusieurs conclusions. Premièrement, en Hongrie et en Italie, la gestion de la crise financière globale de 2008 a entraîné une méfiance grandissante envers Bruxelles. En raison des pouvoirs conférés à la Troïka, les gouvernements nationaux ont été mis sous pression, résultant à la nécessité de se tourner vers le Fonds

Monétaire International, dans le cas de la Hongrie, et à la mise en place d'un gouvernement technocratique soutenue par l'Union européenne, dans le cas de l'Italie. La légitimité contestée de ces interventions, ainsi que l'impact économique et social des mesures d'austérité ont mené à un mécontentement des citoyens, non seulement envers les élites européennes, mais aussi envers les élites nationales. De plus, cela a entraîné la possibilité pour les acteurs de la droite radicale anti-système de capitaliser sur l'euroscpticisme et de se présenter comme une alternative aux gouvernements précédents, identifiés comme responsables des dysfonctionnements économiques existants. Si la Pologne représente une exception, dans la mesure où elle n'a pas expérimenté de politique d'austérité comme en Hongrie ou en Italie, Droit et Justice s'affirme également à travers des arguments économiques, davantage liés à l'état de l'économie nationale.

Ainsi, comme l'avait anticipé notre hypothèse, le succès des partis anti-système de droite radicale en Hongrie, Pologne et Italie après 2008 s'explique par leur capacité à (i) cadrer la nature de l'état de crise dans l'Union européenne, et (ii) à capter les électeurs en recherche d'alternative aux politiques traditionnelles perçues comme incapables de répondre à un choc économique. La droite radicale anti-système dans nos trois cas d'étude s'est développée en raison de facteurs culturels et économiques, et dans le contexte d'une Europe en état de crise (*polycrisis EU*). Expliquer l'émergence du Fidesz, de PiS et de la Ligue ne peut se faire sans prendre en compte le contexte global de l'enchaînement de crises depuis 2008 : la crise financière globale, la crise de l'Eurozone, et la crise des réfugiés. Les arguments culturels et économiques de ces partis sont intrinsèquement liés : le peuple « natif » doit être protégé des élites, qu'elles soient nationales ou supranationales, et de menaces extérieures, qu'elles soient représentées par les réfugiés, l'Union européenne, ou par des groupes spécifiques de la société.

Enfin, notre travail de recherche a eu pour objectif de mettre en avant un élément important de la relation entre la présence de crises et d'acteurs de droite radicale. Les cas du Fidesz, de PiS, et de la Ligue ont montré que ce n'est pas la crise en elle-même qui mène au développement et à la consolidation de mouvements anti-système, mais plutôt son cadrage par les acteurs de ces mêmes mouvements. Le cadrage d'une crise s'inscrit dans le processus de *performing crisis*. Comme le mentionne Moffitt (2014, 198), les acteurs anti-système suivent un modèle de la « performance » de la crise basé sur : (i) l'identification de l'échec, (ii) l'établissement d'un lien entre la crise et un contexte plus global, (iii) le cadrage du « peuple » contre les responsables de la crise, (iv) l'utilisation des médias comme outil de propagation, (v) la présentation de solutions simples et un leadership fort, et enfin, (vi) l'alimentation de l'état de

crise. Notre travail et nos conclusions présentent ainsi des limites, dans la mesure où certains éléments n'ont pas été analysés, tels que l'utilisation des médias et l'analyse du leadership des dirigeants de nos trois partis. De plus, comme nous l'avons mis en avant, ce n'est pas la crise financière de 2008 en tant qu'évènement isolé qui a entraîné la montée de partis anti-système de droite radicale en Hongrie, en Pologne et en Italie, mais plutôt l'enchaînement de divers bouleversements sociaux, politiques et économiques et la persistance d'un état de crise instrumentalisé par ces mêmes partis. Dans ce contexte, plusieurs questions se posent. Est-ce que les partis anti-système de droite radicale tirent profit d'autres crises ? Sont-ils compétents pour capitaliser sur de nouveaux thèmes ? Dans la mesure où une « crise » peut être définie comme un 'défi sérieux aux modes de vie des populations' (Mudde 2004, 547), qu'en est-il, par exemple, de la crise sanitaire du Covid-19 ou encore de la crise écologique ? Des recherches récentes montrent notamment l'émergence d'un *green populism*, résultant de la combinaison des idéologies populiste et écologique (Carvalho 2020, 27). Ainsi, les explications culturelles et économiques sont-elles encore suffisantes pour expliquer l'évolution des partis anti-système de droite radicale en Europe ?

Bibliographie

Ouvrages

Balzacq, Thierry et al. *Fondements de Science Politique*. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur, 2014.

Blyth, Mark. *Austerity: The History of a Dangerous Idea*. Oxford: Oxford University Press, 2013.

Crouch, Colin. *Post-Democracy After the Crises*. Cambridge: Polity Press, 2020.

De Bandt, Olivier. *Preparing for the next financial crisis*. London and New-York: Routledge, 2021.

Dietsch, Peter et al. *Do central banks serve the people?* Cambridge: Polity Press, 2018.

Hopkin, Jonathan. *Anti-system politics: The crisis of market liberalism in rich democracies*. New-York: Oxford University Press, 2020.

Mudde, Cas. *The Far Right Today*. Cambridge: Polity Press, 2019.

Articles scientifiques

Attila Ágh, “The EU polycrisis and hard populism in East-Central Europe: From the Copenhagen dilemma to the Juncker paradox,” *Politics in Central Europe* 13, no. 2-3 (2017): 7-32.

Daniele Albertazzi, Arianna Giovannini and Antonella Seddone, “No regionalism please, we are *Leghisti!* The transformation of the Italian Lega Nord under the leadership of Matteo Salvini,” *Regional & Federal Studies* 28, no. 5 (2018): 645-671.

Robert R. Barr, “Populists, outsiders and anti-establishment politics,” *Party Politics* 15, no. 1 (2009): 29-48.

Lucio Baccaro, Björn Bremer and Erik Neimanns, “Till austerity do us part? A survey experiment on support for the euro in Italy,” *European Union Politics* 22, no. 3 (2021): 401-423.

Ákos Bocskor, “Anti-Immigration Discourses in Hungary during the ‘Crisis’ Year: The Orbán Government’s ‘National Consultation’ Campaign of 2015,” *Sociology* 52, no. 3 (June 2018): 551-568.

Bojan Bugarcic, “The two faces of populism: Between authoritarian and democratic populism,” *German Law Journal*, no. 20 (2019): 390-400.

Pietro Castelli Gattinara and Caterina Froio, “Opposition in the EU and opposition to the EU: soft and hard Euroscepticism in Italy in the time of austerity,” *Institute of European Democrats*, (Spring 2014): 1-34.

Angelos-Stylianos Chrysosgelos, “The evolution of the ‘populist potential’ in European politics: from new right radicalism to anti-system populism,” *European View*, no. 12 (2013): 75-83.

Colin Crouch, “Post-Democracy and Populism,” *The Political Quarterly* (90), no.1 (2019): 124-137.

Colin Crouch, “The March Towards Post-Democracy, Ten Years On,” *The Political Quarterly* 87, no. 1 (January-March 2016): 71-75.

Brigid Fowler, “Concentrated orange: Fidesz and the remaking of the Hungarian centre-right, 1994-2002,” *Journal of Communist Studies and Transition Politics* 20, no. 3 (January 2007): 80-114.

Graeme Hayes, “Regimes of austerity,” *Social Movement Studies* 16, no. 1 (2017): 21-35.

Barbara Jankowski, “Le revirement de la politique de sécurité de la Pologne depuis l’arrivée au pouvoir du parti Droit et Justice (PiS) : un examen des sources polonaises,” *Les Champs de Mars* 1, no. 29 (2017) : 225-239.

Seongcheol Kim, "...Because the homeland cannot be in opposition: analysing the discourses of Fidesz and Law and Justice (PiS) from opposition to power," *East European Politics* 37, no.2 (2021): 332-351.

Gilbert Koenig, "La Troïka, une institution sans légitimité démocratique européenne, " *L'Observatoire des politiques économiques en Europe*, no. 32 (Été 2015) : 15-23.

Natalia Krzyzanowska and Michal Krzyzanowski, "Crisis and Migration in Poland: Discursive Shifts, Anti-Pluralism and the Politicisation of Exclusion," *Sociology* 52, no. 3 (June 2018): 612-618.

Michal Krzyzanowski, "Discursive Shifts in Ethno-Nationalist Politics: On Politicization and Mediatization of the 'Refugee Crisis' in Poland," *Journal of Immigrant & Refugee Studies* 16, no. 1-2 (2018): 76-96.

Noemi Lendvai-Bainton and Dorota Szelewa, "Governing new authoritarianism: Populism, nationalism and radical welfare reforms in Hungary and Poland," *Social Policy & Administration*, no. 55 (July 2020): 559-572.

Qirui Li, Xiongzhen Teng and Tianhao Yuan, "An Analysis on Factors That Contributed to the Popularity of the Hungary Right-Wing Populist Fidesz Party between the Years 2008-2020," *Advances in Social Science, Education and Humanities Research* 631, (January 2022): 547-553.

Radoslaw Markowski, "Creating Authoritarian Clientelism: Poland After 2015," *Hague Journal on the Rule of Law*, no. 11 (September 2018): 111-132.

Didier Mineur, "Qu'est-ce que la démocratie illibérale ?," *Cités* 3, no. 79 (2019) : 105-117.

Benjamin Moffitt, "How to Perform Crisis: A Model for Understanding the Key Role of Crisis in Contemporary Populism," *Government and Opposition* 50, no. 2 (2015): 189-217.

Benjamin Moffitt, “Liberal Illiberalism ? The Reshaping of the Contemporary Populist Radical Right in Northern Europe,” *Politics and Governance* 5, no. 4 (2017): 112-122.

Davide Monaco, “The rise of anti-establishment and far-right forces in Italy: Neoliberalisation in a new guise?,” *Competition & Change* 0, no. 0 (2022): 1-20.

Cas Mudde, “The Populist Zeitgeist,” *Government and Opposition* 39, no. 4 (Autumn 2004): 541-563.

Dóra Piroška, “Funding Hungary: competing crisis management priorities of troika institutions,” *Third World Thematics* 2, no. 6 (2017): 805-824.

Gavin Rae, “Austerity Policies in Europe: The Case of Poland,” *International Policy Analysis*, (2012): 1-8.

Armin Schäfer, “Cultural Backlash? How (Not) to Explain the Rise of Authoritarian Populism,” *British Journal of Political Science* (2021): 1-17.

Bermond Scoggins, “Identity Politics or Economics? Explaining Voter Support for Hungary’s Illiberal Fidesz,” *East European Politics and Societies* 36, no.1 (February 2022): 3-28.

Albana Shehaj, “Immigration and right-wing populism: An origin story,” *Party Politics* 27, no. 2 (2021): 282-293.

Mark Swyngedouw and Astrid Depickere, “Expliquer les succès électoraux de l’extrême droite. La « formule gagnante » de Kitschelt au banc d’essai des élections flamandes de 1999,” *Revue française de science politique* 57, no. 2 (2007) : 187-208.

Alen Toplisek, “The Political Economy of Populist Rule in Post-Crisis Europe: Hungary and Poland,” *New Political Economy* 25, no. 3 (2020): 388-403.

Mihai Varga, “The return of economic nationalism to East Central Europe: Right-wing intellectual milieus and anti-liberal resentment,” *Nations and Nationalism*, no. 27 (2021): 206-222.

Fareed Zakaria, “The Rise of Illiberal Democracy,” *Foreign Affairs* 76, no. 6 (November-December 1997): 22-43.

Mattia Zulianello, “Anti-System Parties Revisited: Concept Formation and Guidelines for Empirical Research,” *Government and Opposition* 53, no. 4 (May 2017): 653-681.

Mattia Zulianello, “What is an anti-system party? Some clarifications,” *Contemporary Italian Politics* 11, no. 2 (2019): 192-194.

Contributions dans des ouvrages collectifs

Mendilow, Jonathan, “Introduction to Populism and Corruption,” in *Populism and Corruption*, edited by Jonathan Mendilow and Éric Phélippeau, 1-35. Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2021.

Pappas, Takis and Kriesi, Hanspeter, “Populism and Crisis: A Fuzzy Relationship,” in *European Populism in the shadow of the great recession*, edited by Takis Pappas and Hanspeter Kriesi, 303-325. Colchester: ECPR Press, 2015.

Communications, travaux de recherche

Carvalho, Ariana. “*Green populism, a new phenomenon*”. Master Thesis, Linnaeus University, 2020.

Publications officielles

European Commission, *Migration and Asylum: Commission takes further steps in infringement procedures against Hungary*, Brussels, 19 July 2018, IP/18/4522.

Références internet

Calderon, Sandro. “Le rêve de Viktor Orbán, fonder une famille politique très à droite pour peser sur l’Europe. ”. Monde. Last modified April 2, 2021. https://www.rtb.be/info/monde/detail_le-reve-de-viktor-orban-fonder-une-famille-politique-tres-a-droite-pour-peser-sur-l-europe?id=10733609

La Tribune. “Les partis au pouvoir en Hongrie et en Pologne veulent s’allier à la Ligue en Italie. ”. Last modified March 30, 2021. <https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KBN2BM1FG/les-partis-au-pouvoir-en-hongrie-et-en-pologne-veulent-s-allier-a-la-ligue-en-italie.html>

Lastennet, Jules. “Qui est Viktor Orbán, Premier ministre hongrois et champion de la « démocratie illibérale » ? ”. Personnalités. Last modified January 6, 2021. <https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/qui-est-viktor-orban-premier-ministre-hongrois-et-champion-de-la-democratie-illiberale/>

Le Soir. “Union européenne: à l’extrême-droite, une nébuleuse recomposition est à l’oeuvre.” Union Européenne. Last modified July 6, 2021. <https://www.lesoir.be/382642/article/2021-07-06/union-europeenne-lextreme-droite-une-nebuleuse-recomposition-est-loeuvre>

L’Humanité. “Hongrie : L’austérité selon Orbán (PG). ”. Last modified October 26, 2012. <https://www.humanite.fr/hongrie/hongrie-l-austerite-selon-orban-pg-507289>

Rupnik, Jacques. “La démocratie illibérale en Europe centrale. ”. La bataille des droits de l’homme. Last modified June, 2017. <https://esprit.presse.fr/article/jacques-rupnik/la-democratie-illiberale-en-europe-centrale-39476>